

Le magot de 100 millions que Ghosn s'est constitué en douce

P. 3

L'Elysée se fixe une nouvelle priorité : le bien-être animal !

P. 2



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



103^e ANNÉE - N° 5176 - mercredi 22 janvier 2020 - 1,20 €

D.O.M. 1,80 € - Suisse 2,60 FS - Belgique / Luxembourg / Grèce 1,40 € - Espagne / Port. Cont. 1,60 € - Italie 1,80 € - Tunisie 3,5 dT - Maroc 15 MAD - Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal 1000 CFA - Autriche, Allemagne 2,60 € - USA 3 \$ - Canada 3,95 Dc - GB 1,50 £

Il sèche les débats sur le réchauffement de la planète à Davos "J'ai déjà assez à faire avec le climat en France !"

DOMMAGES COLLATÉRAUX



Maligne Le Pen

ELLE N'EN POUVAIT plus, elle avait des fourmis dans les jambes, il fallait qu'elle se lance. Ce duel annoncé avec Macron, voilà la chance de sa vie, pas question de se loupier une seconde fois. C'est donc chose faite : depuis le 16 janvier, date de ses vœux à la presse, Marine Le Pen est candidate à l'élection présidentielle. Avec deux ans et demi d'avance.

Officiellement, il s'agit de mobiliser les troupes. A tous les niveaux. Les militants, traditionnellement démobilisés entre

deux présidentielles, et les potentiels candidats, qui ne se bousculent pas au portillon pour les municipales, ni pour les régionales de 2021, d'ailleurs.

Et les fameux « experts » qui, nous racontait-on, venaient de toute la fonction publique en 2012 et en 2017 pour pondre des notes et abreuver la future présidente de leurs réflexions se font rares. La crème d'entre eux, représentée dans un club pompeusement baptisé « Les Horaces », est fort silencieuse. Allez, un peu de nerf, tous derrière la présidente !

Officieusement, la réalité est sans doute légèrement différente. Les municipales pourraient être décevantes, et le procès qui pointe son nez sur le financement illégal du parti lors des législatives de 2012, des municipales de 2014 et des départementales de 2015 pourrait fortement polluer la communication du RN. Et braquer les projecteurs sur les finances du parti, dans le rouge.

Rien de tel qu'une candidature à la présidentielle pour hurler à l'acharnement judiciaire, « les juges aux ordres veulent nous barrer la route du pouvoir, à nous, les authentiques représentants du peuple ».

L'annonce de la candidature, c'est un grand classique, une façon de détourner l'attention : ça s'appelle de l'enfumage, et, parfois, ça marche.

A.-S. M.

JUSTE POURRIR UN PEU

JOUER le « pourrissement ». L'exécutif, accusé d'avoir choisi de laisser se déliter de lui-même le long, très long conflit sur la réforme des retraites, s'en défend. Mais, même si une remobilisation est annoncée par les syndicats contestataires (CGT, FO et Solidaires) pour ce vendredi, la grève illimitée paraît avoir atteint ses limites. Et, après quarante-six jours de grève et la division des syndicats sur un compromis, le conflit semble avoir plus qu'un peu « pourri ».

Il flotte, en tout cas, dans le fond de l'air de ce bout du tunnel déjà chargé par la violence saignante et filmée de nouvelles bavures policières (lire p. 3) quelques relents un rien déléterés.

La grève s'arrête, mais le mécontentement reste latent. Et la rancœur, en pareil cas, peut s'alourdir d'amertume ou prendre un ton plus radical, sinon menaçant, avec des actions et autres coups d'éclat hors de contrôle des syndicats. C'est ce qui s'est passé avec les intrusions répétées à la CFDT. Le syndicat réformiste de Laurent Berger, qui a lui-même quelques problèmes avec sa base, dont certains éléments lui reprochent d'avoir accepté un compromis avec le gouvernement, après un flot d'injures diverses mais peu variées (lire ci-dessous), a subi, à quelques jours d'intervalle, deux intrusions de militants incontrôlés proches de la CGT. Dont l'une, revendiquée par la fédération énergie, a été suivie d'une coupure de courant. Rien, bien sûr, dans les faits, de littéralement violent dans ces démonstrations, juste un climat n'est rien « pourri ».

Philippe Martinez, au nom de la CGT, a dû par deux fois

dire qu'il ne « cautionn[ait] » pas et que ce type d'actions était contre-productif. Ce qui n'est pas faux. Puisqu'elles ne donnent évidemment pas l'image d'un syndicalisme au mieux de sa forme. Et que la CGT n'a rien à gagner avec ces démonstrations de force incontrôlées qui soulignent surtout ses faiblesses.

Mais ces actions plus ou moins menaçantes et très gilet-jaunisées dans la méthode n'ont pas visé que la CFDT et son « compromis ». L'exécutif y a eu aussi droit. A commencer par Macron, son premier représentant. Lequel s'est retrouvé, samedi dernier, au cœur d'un coup de théâtre. Une irruption de manifestants vite rameutés par les réseaux sociaux a momentanément interrompu la représentation à laquelle il était venu assister aux Bouffes du Nord, avec son épouse, à titre privé. Là encore, rien de bien méchant, des sifflets et des slogans, juste une soirée un peu « pourrie ».

Une hostilité anti-Macron qui s'est manifestée aussi, comme les premiers éléments de l'enquête semblent le confirmer, par le début d'incendie de La Rotonde, brasserie où il a ses habitudes. Privé de sortie et de resto. Ceux qui accusent Macron d'être un monarque veulent qu'il ne quitte plus le Château !

Et, sur un mode plus radical, d'autres, comme Raquel Garrido, proche des Insoumis, relaient des appels tranchants à la manif du 24 janvier : « Louis XVI, on l'a décapité, Macron, on peut recommencer ! » On a l'humour incisif, chez les mélanchonistes !

Autant d'actions minoritaires mais très médiatisées dont la concomitance n'améliore en rien le climat. Et c'est d'autant plus contre-productif que, avant ceux qu'elle entend viser, c'est l'image d'un mouvement contre la réforme jusque-là plutôt soutenu, malgré sa durée, qu'elle risque de « pourrir » en premier.

Erik Emptaz



Un drôle de "salon de thé"

UN SILENCE assourdissant des patrons de la CGT et de La France insoumise a accueilli les déclarations de Laurent Berger, qui a dénoncé sur France Info (16/1) les dérives verbales de certains grévistes. Il y a « des propos homophobes que je ne supporte

plus, il y a tout un tas d'attaques, on raconte tout un tas de bêtises », s'était plaint le patron de la CFDT.

Berger faisait référence, en particulier, aux « sale pédé », « enculé » et « gros suceur de bites » lancés par des membres d'un piquet de grève de la RATP à l'un de leurs collègues qui refusait d'arrêter le travail. Convoqués le 13 janvier pour un entretien préalable à une sanction, les insulteurs ont bénéficié d'un soutien – un brin gêné – de Martinez et de Mélenchon, qui se sont rendus à un rassemblement de soutien aux syndicalistes mis en cause.

Le premier a tonné que la RATP ne devait « pas sanctionner des grévistes » tout en concédant que les propos tenus « étaient inacceptables ». Le second a tenté d'excuser les injures au motif qu'avec la grève « on n'est pas dans un salon de thé ! On est dans la lutte, ce n'est pas un gala, quoi ! ». Le coup de sang de Laurent Berger était également motivé par une vieille rumeur qui ne cesse de resurgir chaque fois

que la CFDT est soupçonnée de complaisance avec l'Elysée : Tiphaine Auzière, la fille de Brigitte Macron, serait salariée par le syndicat ! Cette intox, reprise en boucle par les réseaux sociaux, repose sur une confusion. L'intéressée, qui est avocate en droit du travail, a effectué – voilà plus de dix ans ! – un

ALERTE AU VIRUS CHINOIS !



Baroin trop riche pour l'Elysée

FRANÇOIS BAROIN a-t-il intérêt à devenir président de la République ? Ils sont plusieurs à droite à l'y pousser en vue de 2022, mais, financièrement, il risque d'y perdre. Dans « Les Voraces » (Robert Lafont), son livre sur les élites et l'argent, le journaliste Vincent Jauvert rappelle que l'ancien ministre de Chirac et de Sarkozy est l'un des plus gros cumulards de la République. Outre ses indemnités de maire de Troyes et de président de l'agglomération (8 500 euros par mois), son activité d'avocat au cabinet de Francis Szpiner lui vaut un fixe de 7 500 euros par mois, plus une participation aux bénéfices. Est-ce pour cette raison que Baroin a pesé de tout son poids dans la commission d'investiture de LR pour que Szpiner soit tête de liste dans le XVI^e arrondissement de Paris pour les municipales ?

Il n'a, en revanche, poussé personne de la Barclay's. Pour-

tant, comme l'avait raconté « Le Canard » (21/3/18), il est aussi conseiller de la banque britannique, à laquelle il apporte sa « vision stratégique ». Ça n'a pas de prix.

L'homme qui sait naviguer siége aussi au conseil d'administration de la compagnie belge Sea-Invest Corporation. Soit 13 500 euros de jetons de présence en décembre 2017.

L'ancien soutien de Fillon risque donc de perdre beaucoup d'argent s'il devient un jour simple président de la République et se retrouve avec un traitement mensuel d'à peine 16 000 euros brut et quelques menus avantages matériels. Une misère pour qui a annoncé officiellement en 2017 qu'il se retirait de la vie politique.

On comprend mieux pourquoi.

J.-M. Th.

Expert pépère

ENCORE un expert de choc dégoté par BFMTV ! Pour « analyser » les images tournées au théâtre des Bouffes du Nord, où des manifestants contre la réforme des retraites ont fait irruption en présence de Macron, la chaîne d'info est allée chercher... Alexandre Benalla. Sans sa matraque mais avec son costard, notre néoconsultant en sécurité a visionné les images et livré ses commentaires aiguisés, balançant contre ses anciens collègues au passage : « Il y a eu un manque d'anticipation flagrant », « l'image est terrible », etc.

Bon, en même temps, l'ex-gros bras de l'Elysée n'était pas sur place, ce qui limite un peu l'analyse : « On voit des véhicules de police qui sont sans doute arrivés dans l'urgence. » Quant à la berline présidentielle qui passe à l'image, « je suis incapable de vous dire si le président de la République est présent dans le véhicule ».

Etre capable d'en causer quand même, c'est à cela qu'on reconnaît les vrais experts !

C. B.

Attention à la marche !

« On va faire des marches (re-sic) d'augmentation de 500 millions d'euros par an chaque année, confirme un conseiller ministériel aux « Echos » (16/1). Cela fera donc 500 millions l'année 1, puis 1 milliard l'année 2, ensuite 1,5 milliard l'année 3, etc. Si on fait la somme de tout cela sur vingt ans, c'est un delta de 100 milliards ! »

Avis à tous les jeunes qui veulent devenir milliardaires, comme les y invite le chef de l'Etat : ne créez plus votre start-up, intégrez l'Education nationale !

C. B.



FRANÇOIS BAYROU, le président du MoDem, agit avec maestria une brosse à reluire double face, un coup pour lui, un coup pour Macron (le « JDD », 19/1) :

« Le seul qui comprend comment je fonctionne, c'est Emmanuel Macron. Il se trouve que je m'entends vraiment bien avec lui. Très souvent, il a séduit les hommes plus âgés par un fantasme de paternité. Moi, parce que j'ai des fils formidables, je n'ai pas ce fantasme. Avec Emmanuel Macron, aussi étrange que cela puisse paraître, je ressens quelque chose de fraternel. Je sais ce qu'il traverse. La fonction présidentielle, ça ne l'a pas exercée, ça a failli, mais je l'ai réfléchi tous les jours pendant vingt ans. Je vais vous dire un truc bizarre : Emmanuel Macron est à la hauteur de sa fonction. Il est gonflé. Ce n'est pas rien d'être gonflé quand on est président. »

Pas, quand même, au point de nommer Bayrou Premier ministre, malgré ses ennuis judiciaires ?





30 millions d'amis à l'Elysée !

LE SÉMINAIRE gouvernemental qui a eu lieu le 15 janvier s'est écarté un moment de son ordre du jour. Entre deux discussions austères sur les finances publiques et le communautarisme, un sujet s'est invité à l'Elysée, à la veille des municipales : le bien-être animal. C'est Didier Guillaume, le ministre de l'Agriculture, qui l'a mis sur la table.

« Il est important de parler aux gens de leurs chats, de leurs chiens et du broyage des pous-sins ! » s'est-il écrié.

Approbation enthousiaste de Gérard Darmanin : « Les gens sont surtout sensibles à leurs animaux de compagnie. Je suis bien placé pour vous dire que l'électorat populaire est très attentif à la condition animale des chats et des chiens. Quand tu pars peu en vacances, comme l'électorat populaire, tu as des animaux de compagnie, parce que ça permet de lutter contre la solitude. Marine Le Pen se sert de cette thématique en s'appuyant sur Brigitte Bardot. »



D'où ce conseil appuyé du ministre des Comptes publics : « Plutôt que de mettre des choses compliquées et techniques sur vos comptes Twitter ou Instagram, mettez des photos de chats et de chiens, et, vous verrez, ça ira mieux. Vous montrerez que vous avez du cœur et de l'émotion. On est dans les élections municipales, la condition animale, c'est un sujet. Moi, à Tourcoing, j'ai un adjoint à la condition animale, je suis le seul de France à l'avoir. »

Gabriel Attal, le secrétaire d'Etat à la Jeunesse, a renchéri : « C'est vrai, la question est très importante. J'ai d'ailleurs commencé à rencontrer les associations sur ces sujets. »

Conclusion, comme il se doit, de Macron : « Ce qui a été dit est très juste. Il faut de l'écologie pragmatique. »

Il n'aura échappé à personne que le Parti animaliste, créé en 2016, a recueilli, à la surprise générale, 2,2 % des voix aux européennes. Et puis, parler des animaux domestiques, ça change de l'âge pivot. Miaou, miaou...

Qui c'est, le plus fort ?

« Le climat reste tendu, inflammable. Il faut donc continuer de travailler le social », a concédé Emmanuel Macron, lundi, à des visiteurs. Avant de se réjouir de l'évolution du conflit et de se faire mousser.

« La grève des transports est finie, veut-il croire. La réforme des retraites se fera. Les jusqu'aboutistes ont perdu la bataille. Il y a, naturellement, beaucoup de leçons à tirer de ce mouvement très long, dont celle-ci : c'est la première fois depuis longtemps qu'un gouvernement tient bon face à une grève aussi dure. Il a fait des compromis, mais il ne s'est pas couché. »

Question pour les spécialistes des calculs actaires si chers aux experts des retraites : quel est le prix de ces « compromis » aussi nombreux que feu les régimes spéciaux ?

Quel homme !

Après quoi le chef de l'Etat s'est lancé dans une longue tirade contre les derniers dérapages verbaux ou physiques des commandos CGT et des Insoumis. Pour conclure : « La contestation sociale est une chose, l'appel à l'émeute en est une autre ! La première est légitime, le second est factieux. Je n'ai pas peur des menaces. Je ne reculerai pas d'un centimètre. »

Que les escadrons de gendarmes mobiles qui passent tous leurs samedis à Paris en prennent de la graine !

En pilotage pas automatique

En marge de ses vœux à la presse, le 15 janvier, Macron l'a dit et répété : « Les élections municipales sont des élections locales. Je n'en tirerai donc pas de manière automatique des consé-



quences nationales. » Tout est dans le « automatique ».

En plus petit comité, il se montre encore moins flambard : « Les municipales ne peuvent

Haro sur le préfet de police !

DEPUIS les dernières bavures policières, l'exécutif marche sur des œufs. Lundi 13 janvier, Christophe Castaner a mis en garde, dans leur école, les officiers de police contre le risque de « croche-pied à l'éthique », et Macron a embrayé le lendemain, de Paul, pour exiger d'eux « la plus grande déontologie ». Mais un autre rappel à l'ordre, passé plus inaperçu, a été entendu le 15 janvier. « C'est une faute ! » s'est écrié le chef de l'Etat, en petit comité, à l'issue de ses vœux à la presse.

La charge vise le préfet de police de Paris, Didier Lallement, qui avait, lors de la manifestation anniversaire des gilets jaunes, en novembre, balancé à une manifestante : « Nous ne sommes pas dans le même camp. » Recadrage présidentiel par presse interposée. « On confond tout ! La police, ce n'est pas un camp, a expliqué Macron. La police, ce ne sont pas des gens qui s'engagent pour être dans la violence. Ils le font pour protéger et faire respecter l'ordre public et les lois de la République. »

Si un préfet de police ne sait même pas ça...

Fragile plafond de verre

« Les gens pensent que j'ai choisi de m'installer dans un duel avec Marine Le Pen, mais ce n'est pas moi qui ai inventé ce face-à-face, ce sont les électeurs », a dit Macron au cours du Conseil des ministres du 15 janvier.

Et le Président d'ajouter : « Il n'est pas impossible, d'ailleurs, que le FN (le RN) gagne une ou plusieurs régions en 2021 (...).

LE PRINCIPE en est déjà arrêté, mais la date n'en est pas encore fixée. Comme le confirme « Le Journal du dimanche » (19/1), Emmanuel Macron devrait s'exprimer, avant les municipales, pour condamner le communautarisme en général et le communautarisme islamiste en particulier. Un plan de lutte contre la radicalisation doit même être élaboré par les ministres concernés, mais il se heurte toujours à la même question : comment ne pas stigmatiser les musulmans de France tout en s'attaquant frontalement aux ravages de l'islam politique ?

Missionnrite aiguë

Le 28 novembre, LRM a déjà rendu publiques dix préconisations à l'adresse de ses futurs candidats aux municipales, afin qu'ils abordent « avec

Ne vous y trompez pas, il n'y a plus de plafond de verre : si nous échouons, la prochaine fois, ce sera Marine Le Pen. »

Avec ou sans débat télévisé d'entre-deux-tours ?

Djohuri écrit à Macron

Emmanuel Macron vient de recevoir une lettre d'Alexandre Djohuri. Le corrosif homme d'affaires est soupçonné d'avoir participé à un éventuel financement libyen de la campagne présidentielle de Sarkozy en 2007. Sous le coup d'un mandat européen, il séjourne actuellement à Londres, en attendant de répondre à une convocation de magistrats parisiens.

Dans sa bafouille au chef de l'Etat, « Monsieur Alexandre »

Le Pen et la "galère" des municipales

SES VŒUX à la presse à peine terminés, Marine Le Pen a reconnu, le 15 janvier, un verre de Coca Zero et sa cigarette électronique en main, que les municipales représentaient « une galère » pour son parti.

« On tente de transformer de simples citoyens en acteurs politiques, alors, oui, ça ne marche pas partout, soyez indulgents. » Sous-entendu : « Nos candidats sont mauvais, mais ne le dites pas. »

« Pendant cette campagne, je n'irai pas soutenir nos maires sortants », a-t-elle ajouté. Comprenez, cette fois : « Ma présence plomberait leur campagne "sans étiquette". »

En se présentant dès maintenant à la présidentielle, Marine Le Pen enjambe, en tout cas, ces municipales. « Macron,

je ne vais pas le lâcher (...). Il est le porteur du désordre, et ça ne plaît pas aux retraités. Il est le Monsieur Court Terme, en sécession avec le peuple. »

Et la cheffe du RN de lancer, en mimant un joueur



de machine à sous : « Avec Macron, faut que le bénéfice tombe tout de suite, faut que ça rapporte. »

Chez elle aussi, la politique, ça rapporte ! Et depuis des décennies.

dénonce « un traquenard judiciaire », œuvre d'« un puissant lobby médiatico-judiciaire » qui propage « des contre-vérités pour des motivations diverses, notamment racistes et politiques ».

Djohuri demande ainsi à Macron, « garant de l'institution judiciaire », non pas « des faveurs, mais simplement [la] justice à laquelle tout citoyen a droit ». La, l'intermédiaire devrait recevoir une réponse formelle de l'Elysée lui indiquant avoir transmis son dossier à la Chancellerie.

Macron, il est vrai, se méfie on ne peut plus de Djohuri. En décembre 2017, comme « Le Canard » l'avait alors révélé, Monsieur Alexandre s'était fait inviter à l'ambassade de France à Alger lors d'une visite présidentielle. Prévenu au dernier moment, Macron avait réussi à l'éviter.

Il ne portait pas de gilet jaune, pourtant !

Laïcité : bientôt la fin d'un silence religieux ?

Parallèlement à cette offensive anticommunautariste, les dirigeants d'En marche ! ont été pressés de s'attaquer à une autre problématique, tout aussi sensible : la laïcité. Cette fois, c'est la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa, également responsable du débat d'idées au sein de LRM, et le député Laurent Saint-Martin qui ont été missionnés par Guerini pour « définir la ligne politique du parti » sur la question.



animateurs lors des temps scolaires » ou d'« organiser un Café des parents au sein des écoles et des médiathèques pour (...) ramener vers l'espace républicain ceux qui sont tentés par le repli ». ... Des propositions issues d'une mission confiée par Stanislas Guerini, le délégué général du mouvement, à la députée Caroline Abadie.

Schiappasse ou ça casse

Leur objectif ? Rendre compte, avant les municipales, de la philosophie laïque de LRM dans le premier numéro d'une revue éditée par le mouvement. Elle devrait pompeusement s'appeler « La Collection ». En attendant, Marlène Schiappa s'active en interne pour garder la main sur ce sujet hautement inflammable

EXPLOSION DE LA DÉLINQUANCE EN 2019



Réquisitoire sanglant

La députée du Gard Annie Chapelier a tenu à publier un communiqué (20/1) pour justifier sa décision de quitter La République en marche, tout en restant apparentée à son groupe parlementaire.

Elle y affirme avoir pris sa décision, « mûrement réfléchie », à l'occasion du bilan de mi-mandat. Elle dénonce « un mouvement hors-sol, indifférent aux territoires et clivant les députés en deux groupes : d'un côté, des apparatchiks, petits chefs plus ou moins proclamés, et, de l'autre, une masse insignifiante à leurs yeux, à qui on demande une allégeance et une obéissance aveugles. »

Et de conclure qu'En marche ! ressemble à « n'importe quel autre parti ».

Après avoir rédigé ce réquisitoire, Annie Chapelier a affirmé que son engagement auprès d'Emmanuel Macron « rest[ait] total ».

Il fallait en effet le préciser.

La feuille de route de la gauche

La durée et la violence de la crise sociale actuelle ont de nouveau aiguisé les appétits. Ainsi,

Une porte fermée sur la voie Royal

Les « malheurs » de Ségolène Royal ont continué d'agiter toute la semaine dernière le Landemeau politique.

En petit comité, Yannick Jadot s'est dit « impressionné par son spontanéisme », « son absence de



surmoi » et « sa capacité à toujours croire que rien n'est impossible ». Y compris une candidature en 2022, dont Jadot assure qu'elle ne l'inquiète pas outre mesure.

« Je lui ai fermé une des dernières portes, s'est rassuré le leader écolo, quand j'ai refusé de l'accueillir en deuxième position sur notre liste Verte aux dernières européennes. Sinon, elle aurait pu profiter de notre dynamique et faire son retour ! Aujourd'hui, c'est le problème du PS et d'Olivier Faure. »

Comme si le PS et Faure n'avaient pas assez de problèmes comme ça...

Hollande et l'élégance

De son côté, François Hollande a pris la défense de son ancienne compagne, le 17 janvier devant des journalistes, en marge d'un déplacement à Rennes.

« Macron, leur a-t-il dit, aurait au moins pu la recevoir. De même que Le Drian. Au lieu de quoi ils ont envoyé son ancienne directrice de cabinet, Elisabeth Borne, lui faire la leçon sur RTL et [ont] fait signer sa lettre de congé par deux secrétaires généraux de ministères ! »

Et l'ex-chef de l'Etat de s'indigner : « Mais où ces gens ont-ils été élevés ? Ils sont inélegants envers une ancienne ministre, une ancienne candidate à l'élection présidentielle qu'ils ont eux-mêmes nommée ambassadrice en sachant qui elle était. »

Hollande, ce chevalier servant qui sait si bien qui est Royal.

La culture touchée en plein vol

Le ministère de la Culture est sens dessus dessous. De mémoire de gorille, c'est une première. Dans la nuit de dimanche à lundi, des cambrioleurs ont dérobé le flingue de service de l'un des gardes du corps de Franck Riester. Ce pistolet automatique Glock 26 avait été mis au coffre dans le bureau des officiers de sécurité. Mais la clé de l'armoire forte était rangée dans un tiroir ouvert... Qui a osé ? La police judiciaire a été chargée de l'enquête.

La Rue de Valois n'est pas en veine. Avant même le vol, Riester avait annulé sa cérémonie de vœux du 20 janvier. Il craignait que la CGT-Spectacle ne perturbe son raout par une opération coup de poing. Où est-il allé chercher une idée pareille ?

au sein du parti. « Elle ne veut surtout pas que ce soit la position très à l'anglo-saxonne du député Aurélien Taché qui l'emporte, décrypte un responsable macroniste, alors elle verrouille tout. »

Comment ? En court-circuitant soigneusement le groupe d'action politique (GAP) d'une trentaine de députés censés coordonner le débat sur la laïcité au sein du groupe En marche ! à l'Assemblée. « Il ne faut surtout pas inviter le GAP à nos auditions, sinon on ne s'en sortira pas », a donné Schiappa comme instruction en interne. C'est ainsi qu'avant Noël, seule avec Laurent Saint-Martin, elle a auditionné les représentants de l'Observatoire de la laïcité et ceux des principaux think tanks français (Institut Montaigne, Fondation Jean-Jaurès, etc.).

Et elle n'a pas oublié de s'envoyer le compte rendu ?

minimares

● **Communiqué** de la CGT à la suite de l'intrusion de quelques dizaines de manifestants au siège de la CFDT, à Paris (17/1) : « Quels que soient les désaccords possibles entre organisations syndicales, la CGT ne cautionne pas ce type d'action. » De là à le condamner fermement...

● **Philippe Martinez**, le secrétaire général de la CGT, met les points sur les « i » : (« Le Parisien », 18/1) : « Nous condamnons toute forme de violence. Mais, pour être très clairs : il y en a marre du "CGT-bashing" ! Nous n'avons pas à porter le chapeau de tout ce qui se passe dans le pays. » D'autant que, s'il y en a un qui prône l'apaisement, c'est bien Martinez !

● **Décryptage** du même Martinez (« Le Parisien », 18/1) : « Les salariés du privé font face à d'énormes pressions. Pourtant, il y a bien des grèves dans l'industrie pharmaceutique, dans la métallurgie. Les salariés du privé se mobilisent, mais pas encore assez. » La passivité des banquiers d'affaires reste incompréhensible...

● **Des « Echos »** (19/1), ce constat : « Réforme des retraites : la mobilisation faiblit, le climat social se tend. » Ça va souvent de pair.

● **De François-Xavier Bellamy**, eurodéputé LR (Franceinfo, 19/1) : « Le gouvernement gagne peut-être sur la forme en faisant passer sa réforme, mais c'est la France qui y perd. » Sur que la droite, en matière de réforme des retraites, n'a jamais mis personne dans la rue.

● **Du ministre de l'Education**, Jean-Michel Blanquer (France Inter, 19/1) : « Il n'y a pas de climat anti-Blanquer dans l'Education nationale. » Chiche d'aller le répéter dans une salle des profs ?

● **Le même Blanquer** en est convaincu (France Inter, 19/1) : La réforme du baccalauréat a recueilli l'adhésion, après un énorme travail d'écoute. A chaque étape, il y a des secteurs radicaux qui contestent l'étape suivante. « Certains appellent ça la démocratie. »

● **Pierre Mathiot**, directeur de Sciences-Po Lille et copilote du comité de suivi de la réforme du baccalauréat, répond au « Parisien » (20/1) : « On est trop avancés dans la réforme pour revenir en arrière. » C'est ce qu'on appelle une raison... raisonnable.

● **De Gérard Darmanin**, après le rappel à l'ordre de Ségolène Royal (RTL, 15/1) : « Je pense que, quand on est nommé par le président de la République à des postes aussi importants, un devoir de réserve s'impose. » Une question demeure : pourquoi avoir nommé Ségolène Royal ?

● **L'ancien ministre** Hubert Védrine ironise (« Challenges », 16/1) : « On peut certainement conserver Ségolène Royal comme ambassadrice des pôles. A

condition de la congeler sur place. » Pour qu'elle revienne, tel Hibernatus, hanter nos enfants dans vingt ans ?

● **Ségolène Royal** ne cache plus ses ambitions pour 2022 (BFMTV, 16/1) : « Le face-à-face Macron-Le Pen est un gros problème (...). Si je suis la mieux placée, je serai prête. » Pour enfin faire régner « un ordre juste » au sein de l'Hexagone ?

● **Petite pique** signée Olivier Faure, le premier secrétaire du Parti socialiste (« Le Monde », 18/1) : « Rappelons-nous que les écologistes assuraient avant l'été pouvoir gagner Paris, Nantes, Rennes ou Toulouse. On en est loin. » Faure, au moins, a la sagesse de ne fixer aucun objectif.

● **Venu soutenir** le candidat écologiste à Bordeaux, Yannick Jadot a jeté un froid en déclarant (« Le Parisien », 19/1) : « Les sondages pour les municipales nous sont favorables. Mais on n'atteindra pas ces scores car, dans beaucoup de villes, nos candidats n'ont pas le bon profil, et les électeurs vont finir par s'en apercevoir. » On a connu plus modeste !

● **Conviction** de Julien Bayou, le secrétaire national des Verts (« Le Monde », 18/1) : « Il est temps de porter une alternative forte. Les gens ne veulent plus du macronisme et de sa politique brutale. » Alors c'est gagné !

● **A Paris**, Rachida Dati étrille le maire sortant du XV^e arrondissement, le Républicain Philippe Goujon (RTL, 19/1) : « [Il] ne souhaite pas me soutenir. Il est donc un soutien indirect d'Anne Hidalgo (...). Il trahit ses électeurs ; moi, je ne les trahirai pas. » C'est magnifique !

● **Signalé** par « Le Figaro » (17/1) : « Municipales : La République en marche redoute l'entre-deux-tours. » Les moments où l'on compte ses vrais amis sont toujours délicats...

● **Déclaration** de Cédric Villani, le candidat macroniste dissident dans la capitale (« Le Point », 18/1) : « J'ai pris le parti de Paris ! Je soutiens l'esprit de Macron 2017, ce qui ne m'empêche pas de m'inscrire dans la tradition séculaire d'indépendance de Paris vis-à-vis du pouvoir. » Une façon très chic de prendre ses distances sans les prendre.

● **Marlene Schiappa** commente les intentions de vote aux municipales à Paris (RTL, 20/1) : « J'observe une vraie dynamique pour Benjamin Griveaux. » Pour l'instant, elle est bien la seule.

● **Il voulait vraiment** la décrocher, la timbale du concours « Ma Bquette partout » ! Le député LRM du Calvados Christophe Blanchet a réussi l'exploit, dans son dernier quatre-pages, de placer 61 photos de lui, dont certaines au format timbre-poste. On salue sa modestie.



Il est où, le bonheur, il est où ?

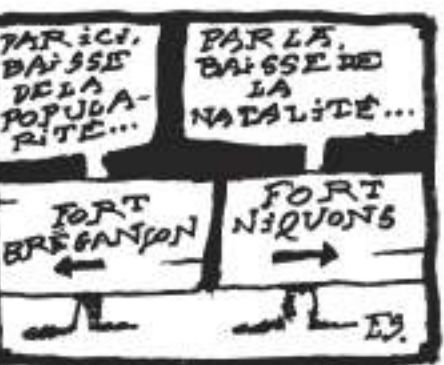
« **D**EPUIS deux ans et demi, nous baignons dans la sinistrose ! » Le 17 janvier, Marlène Schiappa a tenté de secouer l'équipe dirigeante d'En marche !, conduite par Stanislas Guerini.

« Nous sommes tristes, austères, a-t-elle martelé. Nous ne parlons que des morts sur la route, des suicides, de Carlos Ghosn, des retraités des agriculteurs, de la peur de la fin du monde. Le climat est anxiogène. Alors que, pendant la campagne présidentielle, nous avons vendu des sourires, de l'enthousiasme et de la confiance dans le lendemain. Deux ans et demi après, nous n'avons pas réussi à renouer avec cet esprit. »

Et Marlène Schiappa d'illustrer son propos : « La natalité chute. Certains disent que c'est à cause de la politique familiale. Je ne suis pas d'accord. Tu ne dis jamais avant d'aller te coucher : "Attends, on va faire un simulateur d'allocations et, si c'est bon, on fait un bébé." Avant de faire un bébé, tu as un côté pari sur

l'avenir, un côté enthousiasme qui n'existent plus. Après les procès en incompétence qui nous ont été faits, nous avons voulu montrer qu'on était sérieux, et, du coup, nous sommes devenus chiants. On doit renouer de l'enthousiasme. »

Il y en a, en tout cas, qui est sur la même longueur d'onde. C'est un proche de Ma-



cron, Jean-Marc Borello, le président du groupe associatif d'économie sociale et solidaire SOS : « il vient de lancer l'opération "1 000 cafés", qui vise à créer des bistrotts dans 1 000 communes de moins de 3 500 habitants où les commerces ont disparu. Enthousiasmant, non ?

Comment Ghosn s'était concocté un magot de plus de 100 millions

Au menu, retraites et compléments de salaires secrets. Mais un haut responsable de Nissan a mangé le morceau.

JURÉ-CRACHÉ ! Carlos Ghosn l'a martelé lors de sa conférence de presse, le 8 janvier à Beyrouth : contrairement à ce que lui reproche la justice japonaise, il n'a encaissé aucune rémunération cachée chez Nissan. A ce titre, il n'avait donc rien à déclarer aux autorités fiscales et boursières. La meilleure preuve, a-t-il ajouté, c'est que « le conseil d'administration de Nissan ne s'est jamais prononcé » sur de telles rémunérations. Exact, et pour cause : il n'était pas tenu de le faire. « Les rémunérations de Carlos Ghosn ne relevaient pas de nous », a déclaré au « Canard » un ancien administrateur du groupe.

Le 16 janvier, Nissan a transmis au Japan Exchange Group (le gendarme de la Bourse japonaise) un document de 40 pages détaillant toutes les malversations (maisons à Beyrouth et à Rio, commissions versées à des intermédiaires, voyages en avion, dépenses diverses, etc.) dont Ghosn se serait rendu coupable au détriment de Nissan.

Dans ce brûlot figure en bonne place un tableau chiffré détaillant les rémunérations que le patron se serait attribuées en douce entre 2009 et 2017 : au total, quelque 12,4 milliards de yens (environ 102 millions d'euros) devant lui être versés après son départ à la retraite.

Selon une source proche de Nissan, ce tableau a été établi à partir des documents fournis par Hideaki Ohnuma, directeur du secrétariat de Nissan (*CEO office*), qui, à la fin de 2018, a signé un accord de coopération avec la justice japonaise en échange d'une large exonération de peine.

Chaque année, Ghosn se voyait octroyer par Nissan une enveloppe correspondant à environ 30 millions d'euros qu'il utilisait à sa guise (et sans le moindre contrôle) pour rémunérer les huit ou neuf membres du comité exécutif – les plus hauts dirigeants de la boîte.



C'était donc le pédégé lui-même qui décidait des fiches de paie, y compris de la sienne. Le tout était consigné dans des bordereaux remis au directeur du *CEO office*. Seules deux personnes connaissaient donc le contenu intégral des bordereaux.

Salaire de rien ?

En plus de ses émoluments officiels, publiés dans les comptes publics de l'entreprise, Ghosn s'octroyait chaque année une rémunération différée secrète, dont le versement était reporté à son départ de l'entreprise. Et l'écart entre les deux ne cessait de croître : en 2009, cette gâterie représentait un peu plus de la moitié de sa paie officielle (4,5 millions d'euros, contre 7,3 millions). En 2016, elle devenait plus de deux fois et demie supérieure (21,7 millions, contre 9 millions).

Le but de cette manœuvre ? Cacher le montant de la véritable rémunération de Ghosn. Depuis 2009, en effet, la loi japonaise obligeait à rendre publics les gains des dirigeants d'entreprise supérieurs à 800 000 euros. Or Ghosn, régulièrement attaqué à ce sujet en France pour ses émoluments chez Renault, n'entendait pas trop pousser l'étalage financier au Japon, où il était déjà le patron le mieux payé du pays.

En 2013, par exemple, il gagnait (officiellement) plus de 8 millions d'euros, contre moins de 2 millions pour le patron de Toyota, qui réalisait pourtant un chiffre d'affaires deux fois et demie supérieur. Grâce à ce stratagème, la rémunération publique de Ghosn entre 2009 et 2016 a augmenté de 23 %, alors que sa rémunération totale – officielle et différée – a fait un bond de 150 %.

Interrogé par « Le Canard », l'un des avocats de Ghosn, qui n'a pas souhaité être nommé cité, rejette ces accusations : « En 2009, après la crise financière, Ghosn a volontairement réduit sa rémunération. Mais, chaque année, il faisait consigner par le directeur du secrétariat de Nissan le manque à gagner qu'il enregistrait du fait de cette réduction volontaire. Il entendait ainsi avoir des éléments pour négocier les indemnités diverses qui lui seraient versées lors de son départ à la retraite », aux alentours de 2025. Un modeste viatique de retraité qui, selon « Le Figaro » (21/1), lequell consacrerait une enquête à ce sujet, s'élève à 60 millions de dollars. Et d'ajouter : « Ces sommes différées n'avaient fait l'objet d'aucune décision formelle de Nissan et n'avaient donc pas à être déclarées. » L'avocat a toutefois refusé de communiquer, en raison du « secret de l'instruction », les documents indiquant le statut des sommes en question.

Plan OrSEC

La SEC, le gendarme de la Bourse américaine (l'équivalent de l'AMF), ne partage pas cet avis. Le 23 septembre, elle a condamné Nissan et Ghosn pour avoir dissimulé les sommes en question, évaluées, en novembre 2018, à 140 millions de dollars (environ 125 millions d'euros). « Pour faire simple, les déclarations de Nissan au sujet des rémunérations de Ghosn étaient fausses », a commenté l'un des dirigeants de la SEC. Afin d'éviter d'être poursuivis par le gendarme de la Bourse, Nissan et Ghosn ont conclu un arrangement amiable (une pratique fréquente aux USA).

Nissan a ainsi accepté de payer 15 millions de dollars, et Ghosn 1 million, avec, en prime, l'interdiction de diriger une entreprise cotée pendant dix ans. L'avocat de Ghosn, lui, souligne que, « dans le cadre de cette procédure "no admit, no deny", [son] client n'a jamais reconnu sa culpa-

bilité. Il a simplement préféré conclure une transaction à 1 million de dollars plutôt que d'engager un procès qui lui aurait sans doute coûté de 5 à 6 millions ». A noter que l'argument ne vaut pas pour Nissan, qui aurait préféré payer 5 millions de frais d'avocat plutôt que 15 millions d'amende !

L'affaire n'est sans doute pas réglée pour autant : une action de groupe a été lancée aux Etats-Unis par des actionnaires de Nissan qui accusent la boîte, Ghosn et trois autres dirigeants d'avoir trompé le marché. Ils auraient publié des comptes tronqués, car des sommes promises à Ghosn étaient des dettes du groupe Nissan.

Ce dernier a décidé, mais un peu tard, de constituer une provision dans ses comptes, égale aux sommes dissimulées. Il compte la verser un jour à Ghosn ?

Hervé Martin

Patron cuisiné à l'unilatérale

LE RAPPORT transmis le 16 janvier par Nissan au gendarme de la Bourse nipponne est le résultat d'une enquête entamée en mai 2018, alors – coïncidence – que les Japonais venaient de refuser sèchement la proposition secrète que leur avait faite Bercy de fusionner Renault et Nissan (« Le Canard », 30/10/19).

Ses auteurs indiquent qu'ils ont « recueilli approximativement 9 millions de documents – dont 245 000 ont été analysés –, entendu plus de 70 témoins et effectué plus de 10 000 heures d'analyse financière ». Bizarrement, ils n'ont jamais entendu le principal intéressé, car Nissan « ne croyait pas pouvoir obtenir une coopération sincère de la part de M. Ghosn ».

Un exemple à suivre par la justice, qui se libérerait ainsi de fastidieuses formalités.

Violences policières : le casse-tête de Macron

APRÈS le croche-pied à l'éthique, le coup de poing à la déontologie ! Samedi dernier, une vidéo qui montrait un policier parisien boxant avec entrain un homme à terre pendant la manif parisienne des gilets jaunes est devenue virale et a provoqué une bouffée d'angoisse Place Beauvau. Cinq jours avant cet « exploit » policier, le ministre de l'Intérieur avait dû publiquement dénoncer, sur ordre du Président, le croc-en-jambe d'un flic à une manifestante anti-réforme des retraites.

Depuis novembre 2018 et le début de la fronde des gilets jaunes, le bilan des bavures est sidérant : un décès, cinq mains arrachées, 25 personnes éborgnées et plus de 300 hospitalisations pour des blessures à la tête. S'y ajoutent 334 signalements suivis d'investigations confiées à l'IGPN, la police des polices. Et le bilan judiciaire ? En quatorze mois, seuls deux flics ont été renvoyés en correctionnelle.

Ce « palmarès » a mis le feu aux réseaux sociaux, au point de contraindre l'exécutif à rappeler les flics à l'ordre. Les bœuf-carottes, qui rouillaient plus ou moins sur les plaintes, se sont soudainement réveillées, et la justice avec. Vingt-quatre heures après la diffusion de la vidéo du policier boxeur, le parquet de Paris ouvrait une enquête.

Un poing, c'est tout

Mais, au vu des débordements policiers de ce week-end, les règles de déontologie subitement réclamées par Emmanuel Macron n'arrivent-elles pas trop tard ? « Pendant des mois, après que les gilets jaunes ont failli prendre d'assaut l'Elysée, on nous a ordonné d'aller au contact et d'interpeller coûte que coûte. Et, du jour au lendemain, alors que les manifs sont de plus en plus violentes et qu'on est tous sur les rotules, les politiques nous demandent de faire du maintien de l'ordre

bienveillant », s'énervent un flic parisien. Jusqu'à présent, le Château semblait vouloir contenir à tout prix la jacquerie, quitte à fermer les yeux sur les dérapages des forces de l'ordre.

Le 7 mars 2019, à l'occasion d'une rencontre avec les Français lors du grand débat national, Macron jouait même les linguistes : « Ne me parlez pas de répression et de vio-



lences policières, ces mots sont inacceptables dans un Etat de droit. » Trois mois plus tard, alors que la police des polices avait déjà lancé... 265 enquêtes sur des violences policières, la patronne de l'IGPN, présentant son bilan annuel, assurait sans ciller : « A ce jour, aucune faute d'un fonctionnaire n'a pu être révélée. » Il n'en fallait pas plus pour instiller au sein de la troupe un sentiment d'impunité. « Beaucoup se sont sentis couverts », admet un officier qui a enchaîné les missions de maintien de l'ordre dans la capitale. Et d'avertir : « Macron est piégé. Il a besoin des flics, car la contestation violente ne va pas s'arrêter. Mais, s'il cogne trop fort sur la troupe, elle risque de déposer les casques et les boucliers. Les syndicats policiers ne pourront rien faire, tellement on est à bout de nerfs. »

Ne restera plus qu'à envoyer les gendarmes...

Christophe Labbé

Dix mille caméras anti-bavures au placard

EQUIPER les policiers d'une petite caméra agrafée à l'uniforme pour, selon le ministère de l'Intérieur, « faire diminuer le niveau de tension et prévenir les incidents lors des interventions » ? Alors que la polémique sur les violences flics-manifestants (gilets jaunes, retraites) est à son zénith, l'idée paraissait judicieuse. A cette contrariété près : les 10 400 « caméras piétons » distribuées aux poulets sont, à ce jour, inutilisables. Coût de la plaisanterie : 2,3 millions d'euros !

« Non seulement les fixations ne tiennent pas, mais l'autonomie est ridicule, renchérit un fonctionnaire de la sécurité publique. On est obligé de partir avec quatre batteries de rechange, ou alors, pour économiser le jus, on laisse la caméra éteinte. Et la remettre en

marche prend des plombes. »

Résultat : depuis deux ans, les caméras piétons dorment au fond des tiroirs. Les flics plus motivés s'équipent – à leurs frais – de GoPro. En octobre, le patron de l'Unsa-Police (l'un des principaux syndicats de flics) a écrit au ministre de l'Intérieur pour dénoncer un choix « affligeant ». Tiens, pourquoi ?

Chinoiseries

Castaner a pourtant donné l'ordre, récemment, d'enclencher ces caméras piétons lors des manifs, et à chaque tir de LBD. Le but ? Limiter le nombre d'yeux crevés et de mâchoires fracassées. Mais, même si, par extraordinaire, ces engins fonctionnaient, ils sont si mal fichus que, quand le flic épaule, il en obstrue le champ de vision. Afin d'immortaliser

le tir, il faudrait donc flanquer chaque porteur de LBD... d'un autre poulet, équipé, lui, d'une caméra piéton.

Les gendarmes, de leur côté, ont tout de suite flairé l'arnaque. Sur les 5 000 caméras que le ministère de l'Intérieur leur destinait, ils n'en ont pris que 95.

Quant à nos services de renseignement, obsédés par l'espionnite chinoise, ils sont tom-

bés de leur chaise lorsqu'ils ont découvert que la petite société bretonne ayant rafé le marché avait fait appel à... un fabricant de l'empire du Milieu. Lequel figure, depuis l'an dernier, sur une liste noire américaine parce qu'il a fourni du matériel à Pékin pour réprimer la minorité musulmane ouïgouère.

Aurait-on pris les flics pour des pékins ?

C. L.

Le nouveau bac, une épreuve pour les profs aussi...

« **U**N EXAMEN remusclé et un lycée plus simple. »

Sur le site du ministère de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer promet en bon soldat sa réforme du baccalauréat. Mais, le 20 janvier, au lycée Marcel-Sembat de Sotteville-lès-Rouen (Seine-Maritime), c'est surtout le dispositif autour des épreuves communes de contrôle continu (E3C) qui a été « remusclé ». Certains profs ayant déposé un préavis de grève, quatre cars de CRS attendaient les élèves de première générale et technologique !

D'après le réseau Educ' en lutte, les équipes enseignantes de plus de 300 lycées (sur 1 840 concernés) se sont mobilisées contre ces E3C – les actions allant du refus de choisir les sujets à la grève de la surveillance et des corrections. Une situation qui relativise les « 99,9 % des professeurs d'accord avec ce [qu'il dit] » mis en avant par Blanquer le 19 janvier sur France Inter. Le ministre a ajouté que, « dans l'immense majorité des établissements, les choses se présentent très bien ».

Quelques menus contre-exemples ? Louis, prof remplaçant en filière technologique à Rouen, a voulu proposer à son proviseur (chargé de trancher in fine) plusieurs sujets pour l'épreuve de maths. Problème : « Sur les prétendues centaines de propositions de la Banque nationale de sujets (rendues

publiques en extremis le 19 décembre), un seul correspondait au programme étudié par [s]es élèves depuis le début de l'année. » C'est déjà ça !

Manque de correction

Pour garantir l'égalité, le ministère a promis que les copies ne seraient pas corrigées par les enseignants des lycées passant l'épreuve. « Résultat : dans mon établissement, c'est à l'unique prof de chinois de trouver un correcteur ! » dénonce Céline Portejoie, prof d'anglais au lycée lyonnais de Saint-Just. Dans le bahut de Claire Guéville, secrétaire nationale au Snés-FSU, le calcul est vite fait : « Six classes de

première, trois profs d'histoire-géo... Tout le monde, parents compris, saura vite qui a corrigé les copies. » Certains noteraient donc plus sévèrement que d'autres ? Impensable.

Autre sujet de tension : la rémunération des copies. Pour la première fois, la correction ne sera plus manuscrite, mais saisie et traitée informatiquement. Cette « révolution », dit Blanquer, rapportera à l'enseignant 50 euros par lot (l'ensemble des copies d'une classe). Soit moins de la moitié de ce qu'il touchait avec le bac ancienne formule.

Une révolution, peut-être, mais pas dans le portefeuille !

J. C.

CONVERGENCE DES GÉNÉRATIONS



La "servitude volontaire" en Europe face à Trump

ALONDRES, le 16 janvier, la ministre allemande de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, a admis sans trop de difficultés que les Européens avaient de nouveau baissé pavillon devant Donald Trump. Face à de nombreux journalistes, elle a confirmé l'authenticité des informations publiées, la veille, par le « Washington Post ». Et il ne s'agit pas, cette fois, d'un banal tweet qui prêterait à rire ou à hausser les épaules.

Le quotidien américain venait de révéler que Trump avait secrètement « menacé de taxer, à hauteur de 25 %, les importations de voitures européennes aux Etats-Unis » si l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ne décidaient pas de lancer une procédure de sanctions contre l'Iran. La République islamique est en effet accusée de violer l'accord sur le nucléaire signé en 2015 (les USA s'en sont, depuis, retirés) en enrichissant son uranium dans des proportions trop élevées, et donc voisines d'une utilisation militaire.

Paris, Berlin et Londres ont aussitôt cédé au chantage américain, sans en avouer la raison, et l'on aurait

peut-être tout ignoré sans l'article du « Washington Post ». Autre (mauvais) signe des temps : les trois ministres des Affaires étrangères – Jean-Yves Le Drian (France), Heiko Maas (Allemagne) et Dominic Raab (Grande-Bretagne) – ont rédigé un communiqué d'une triste médiocrité : « Nos trois pays ne rejoignent pas la campagne [américaine] visant à exercer une pression maximale contre l'Iran. Mais nous n'avons plus d'autre

choix, étant donné les mesures prises par Téhéran. » Pathétique...

Ce nouvel épisode des relations – si l'on peut encore employer ce terme – entre la Grande Amérique et l'Europe illustre parfaitement le manque de courage et de dignité des dirigeants du Vieux Continent, qui ont déjà, naguère, cédé aux injonctions américaines et fermé leurs usines (Renault, Peugeot, Total pour la France) ainsi que leurs banques en Iran. Cela

devient décidément une habitude.

Un remarquable texte, publié en 1576 par un tout jeune homme, Etienne de La Boétie, portait ce titre : « Discours de la servitude volontaire », et traitait de l'incompréhensible soumission des peuples à « un seul ». Cinq siècles plus tard, cette même « servitude » est la marque de nos chers dirigeants européens, dès que Donald Trump élève la voix.

Claude Angeli

Un aveu du Pentagone

LES 22 MISSILES lancés depuis l'Iran contre deux bases américaines, dans la nuit du 7 au 8 janvier, n'avaient provoqué qu'une réaction méprisante de Donald Trump. « Ni morts ni blessés », s'était alors trop vite réjoui le Président. Le Pentagone a dû reconnaître que Trump avait tout faux.

Bien à l'abri dans des bunkers, les soldats US, qui s'attendaient à ces raids, ont en effet compté onze blessés : les plus gravement atteints, au nombre de huit, ont été rapidement transférés en Allemagne, dans le service de santé de la

grande base américaine de Ramstein. Le Pentagone a accusé le commandement américain en Irak d'avoir transmis ces informations avec retard, ce qui pourrait expliquer la bêtise commise par Trump.

Mais les attaques iraniennes, par vagues successives de missiles, ont failli entraîner des conséquences bien plus spectaculaires. En explosant, leurs missiles ont fait fondre les réseaux de fibres optiques des bases américaines. Résultat : les sept drones qui avaient pour mission de les protéger en cas d'attaque terrestre ne pouvaient plus être pilotés à distance

ni même, c'est un comble, être localisés avec exactitude. Ils allaient donc finir par s'écraser, une fois leur carburant épuisé. Des techniciens US ont dû remettre en état, et à la va-vite, les câbles en question afin que les drones puissent être récupérés un par un, avec les missiles qu'ils avaient à leur bord. Une opération délicate qui a duré cinq heures.

L'Iran est passé tout près d'une victoire aérienne, et le Pentagone a manqué perdre sept de ces merveilles de technologie, et quelques centaines de millions de dollars.



Une avalanche de boulettes menace la sécurité nucléaire

Des branchements oubliés, des vis desserrées, des déchets égarés... Tout va bien !

L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE s'est montrée, l'an passé, particulièrement rayonnante. A en croire le site de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) – qui publiera son bilan annuel en mai –, pas moins de 131 « avis d'incidents » ont été enregistrés en 2019. Ces pépins ont affecté les centrales, les réacteurs de recherche et le transport de substances radioactives. Ils sont en hausse de plus de 20 % par rapport aux années précédentes.

Aucun de ces incidents (classés, pour leur quasi-totalité, au niveau 1 – le moins grave après l'inoffensif niveau 0 – de l'échelle des accidents nucléaires) n'a eu de graves conséquences. Il n'empêche, cette recrudescence inquiète les experts, car environ 40 % des dysfonctionnements constatés ont pour origine des erreurs humaines.

Une technologie de pointe, les réacteurs nucléaires ? En tout cas, ils réclament encore beaucoup d'huile de coude, de vis à serrer, de robinets à fermer. Ces travaux sont de plus en plus souvent confiés à des personnels intérimaires et précaires, pas toujours bien formés aux tâches demandées.

En principe, un oubli, une consigne mal expliquée ou comprise de travers ne peuvent suffire à déclencher une catastrophe. Du moins, tant qu'aucun dispositif essentiel à la sécurité ne tombe en rade au même moment.

Le cas ne s'est encore jamais présenté. Pourvu que ça dure...



● Vannes pas drôles

Installée au Tricastin (Drôme), l'usine Orano, qui traite des déchets nucléaires, est – depuis Fukushima – équipée d'un système de détection des séismes capable d'arrêter automatiquement les machines et de fermer l'ensemble des vannes. Sauf que personne n'a pensé à le mettre en service ! Il a fallu attendre le 24 octobre pour que cette fâcheuse omission soit enfin constatée. Dix-huit jours plus tard, la terre tremblait fortement dans la région. Ouf...

● Mais à l'eau, quoi !

Comme toutes les centrales, celle de Chinon (Indre-et-Loire) est équipée d'un double circuit de secours pour refroidir les réacteurs en cas de surchauffe. Mais, en septembre, des techniciens d'entretien se sont mélangés les pinceaux et ont rendu les

deux circuits inopérants en même temps ! L'erreur n'a été découverte que le lendemain. Coup de bol : le réacteur n'a pas eu de surchauffe...

A Gravelines (Nord), en juin, une autre installation de secours est tombée en carafe. En cause, une mauvaise manœuvre : une étiquette destinée à un robinet d'eau avait été posée sur un robinet d'air !

● Fatale rondelle

L'alimentation électrique n'est pas mieux lotie. Les ingénieurs de Penly (Seine-Maritime) ont profité d'un arrêt du réacteur pour remplacer – en une fois – des composants sur les deux circuits assurant la sûreté du réacteur 2. Les nouvelles pièces étant défectueuses, les deux installations ont commencé à fonctionner de travers, et EDF a mis plus de deux mois à s'en apercevoir. Fumasse, le

gendarme du nucléaire a classé cet incident au niveau 2, dernier échelon avant l'accident grave.

A Cattenom (Moselle), l'un des deux diesels de secours a refusé de démarrer au cours d'un essai : un « *amas de graisse durcie* » avait fini par bloquer une pièce. Les techniciens de Saint-Alban (Isère) ont, eux, oublié de poser une rondelle sur un écrou de fixation. Cela a suffi pour qu'un autre diesel de secours tombe en rideau.

● Pas très câblé

Une petite plongée dans la piscine stockant le combustible du réacteur expérimental de l'institut européen Laue-Langevin, à Grenoble ? Après une erreur sur la manipulation d'une vanne, les employés ont tenté un dépannage en utilisant un palan prévu pour 6 tonnes, puis un autre pour 20 tonnes... avec un câble destiné à n'en lever que 4 ! Double miracle : le câble a tenu, et aucun déchet radioactif ne reposait dans la piscine à ce moment-là...

● Réactions en chaîne surprise

Ce n'est plus une erreur, mais du comique de répétition ! Une dizaine de fois par an, relate l'ASN, on retrouve au fond d'un entrepôt ou d'un placard des vieux sacs de matières radioactives entreposés par négligence ou oubliés depuis des lustres. Leur stockage avec d'autres éléments nucléaires est susceptible – à cause d'une concentration excessive – de déclencher des « accidents de criticité ». En clair : de provoquer des mini-réactions en chaîne, générant du même coup une pollution atomique.

Oh, le joli nuage !

Hervé Liffra

COCA-COLA VA INVESTIR 1 MILLIARD D'EUROS DANS UNE USINE D'EMBOUILLAGE



La CFDT ne manque pas d'occupations

FÂCHEUX HASARD du calendrier : jeudi 16 janvier, veille de la première intrusion de manifestants au siège de la CFDT et de la légitime plainte de Laurent Berger, la cour d'appel de Paris a condamné la même CFDT, dont quelques gros bras avaient, en 2015, perpétré des exactions similaires. Les costauds avaient fracturé les portes des locaux du syndicat CFDT des Grands Magasins pour le placer sous administration provisoire et faire, au passage, main basse sur ses comptes bancaires.

Le tort de ces syndicalistes de base avait été de s'opposer aux directives nationales de la CFDT sur le travail du dimanche et, donc, de refuser tout accord avec les em-

ployeurs allant en ce sens. Comme « Le Canard » l'a raconté, les syndicalistes virés ont organisé un congrès pour former une organisation indépendante et ont, simultanément, déposé une plainte afin d'obtenir réparation.

Justice leur a été rendue, puisque le tribunal a sèche-ment tapé sur les doigts de Laurent Berger. Celui-ci, affirme-t-il, a outrepassé ses droits, car les statuts de la CFDT ne l'autorisaient ni à prendre des sanctions contre un syndicat de base ni à le mettre sous tutelle – le tout en violation d'une convention de l'Organisation internationale du travail. C'est vraiment trop cruel.

J. C.

Au Medef, en avant l'amnésique !

PLUSIEURS des hauts dirigeants du Medef l'avouent : dès qu'ils voient leur président, Geoffroy Roux de Bézieux, s'approcher d'un micro, ils commencent à trembler. Ainsi mardi 7 janvier, quand ce dernier, à propos du passage à une retraite par points, a lancé : « *On n'était pas demandeurs de cette réforme, qui est, encore une fois, une réforme demandée par la CFDT et les syndicats réformistes.* »

Roux de Bézieux a sans doute oublié qu'il était président délégué du Medef auprès de Pierre Gattaz en février 2017, quand le syndicat des patrons a sorti son « Livre bleu » sur les réformes à adopter pour la décennie 2020. A ce titre, il l'a, sinon écrit, du moins relu, stylo en main.

Il a donc forcément validé le chapitre sur la protection sociale (p. 76), dont la princi-

pale prescription était : « *Nous préconisons de mettre en place dans les trois régimes obligatoires (salariés du privé, travailleurs indépendants et fonctionnaires) un système par points.* »

Patrons branchés

Génant, encore : le nouveau sigle du Medef, qui – idée lumineuse de Roux de Bézieux – sera bientôt baptisé « EDF » pour « Entreprises de France », Confusion et ricanelements en perspective... La solution consistant à prononcer le nom entier ne convient pas plus aux représentants territoriaux, notamment en Ile-de-France et dans les Hauts-de-France. « *Vous nous imaginez nous présenter : "Entreprises de France des Hauts-de-France" ?* » s'insurge l'un des patrons du Nord. De quoi sérieusement disjoncter...

J. C.

Le plumeur de poulets court toujours

UN VOL CRAPULEUX a été commis le 17 janvier dans les locaux de l'école de police de Nîmes. Et dans le coffre-fort de Sylvain Birembaut, commandant de l'école, s'il vous plaît ! Objet du larcin : les sujets d'examen au concours des officiers de police judiciaire. Résultat : l'épreuve de droit pénal, qui devait avoir lieu le jour même au niveau national, a été reportée.

Selon toute vraisemblance, le chapardage n'est pas l'œuvre d'un roi de la cambriole. La clé du coffre-fort était simplement rangée dans le tiroir du bureau du commandant Birembaut ! Questionné par l'IGPN de Marseille, ce haut gradé, dans ses petits souliers à crampons, a reconnu que, quelques jours plus tôt, il avait, bizarrement, retrouvé la clé du coffre posée sur son bureau à côté de son ordinateur. Las ! il n'avait pas mené plus loin ses investigations...

Le premier élève de cette école d'élite à arrêter le voleur sera directement nommé officier de police judiciaire !

A l'hôpital, marche ou grève

ELLE COMMENCE à faire mal, cette « grève du codage » qui sévit dans les hôpitaux. Depuis octobre, les soignants qui alertent sur la crise des hostos ne communiquent plus les données informatiques permettant aux directions de facturer chaque acte auprès de l'assurance-maladie. Un moyen d'action qui ne touche pas aux malades mais au portefeuille : l'argent ne rentre plus totalement dans les caisses. Horreur et perfusion !

Selon « Les Echos » (15/1), l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris aurait ainsi perdu entre 270 et 300 millions lors du dernier trimestre 2019, soit 17 % de ses recettes. En réalité, rien n'est vraiment perdu : cette grève complique seulement la tâche des gestionnaires, qui vont devoir reprendre les dossiers médicaux des patients et facturer les actes. Allô maman bobo !

« *En rétorsion, certaines directions se livrent à un chantage scandaleux* », dénonce André Grimaldi, l'un des chefs de file du collectif Inter-Hôpitaux. Exemple à la Pitié-Salpêtrière, où des malades atteints de leucémie sont traités avec des CAR-T cells, des médicaments à 350 000 euros. « *La direction a dit : "Si vous voulez vos CAR-T cells, vous arrêtez votre grève du codage"* », s'insurge un soignant. En clair, le traitement serait

réservé aux gentils services non grévistes, les autres n'ayant qu'à se débrouiller autrement. « *Ailleurs, on nous dit : "Si vous voulez des infirmières, arrêtez la grève du codage. Si vous voulez tel crédit, pareil"* », raconte un autre tubib. Le 13 janvier, devant des chefs de départements médico-universitaires, une huile de l'AP-HP a ainsi fait planer le doute : les moyens alloués à ces départements – une enveloppe allant jusqu'à 150 000 euros – pourraient être accordés en fonction de la reprise du codage...

Décodez pas !

Des pressions qui n'ont pas empêché Martin Hirsch, le grand patron de l'AP-HP, de communier avec les blouses blanches en colère, le 15 janvier sur France Inter : « *L'image [des soignants qui ont jeté leur blouse à Saint-Louis] me touche beaucoup. On les entend, on veut améliorer les choses.* » Et de reconnaître, la main sur le cœur : « *L'année dernière a été épouvantablement difficile dans les hôpitaux.* » Bizarrement, le patron des 39 hostos parisiens n'en avait alors pas pipé mot, appliquant avec zèle les consignes d'économies budgétaires...

En son for intérieur, il en était malade ?

Isabelle Barré



Dolto : inceste de mauvaise foi...

APRÈS l'article du « Canard » (8/1) reproduisant des propos surréalistes de Françoise Dolto sur l'inceste père-fille ou sur les femmes et les enfants battus, sa fille, Catherine Dolto, a vertement réagi. Dans « Le Monde » (17/1), elle a commenté certains de ces avis, tirés de l'interview parue en 1979 dans « Choisir la cause des femmes ». Françoise Dolto, entre autres fortes pensées, y affirmait : « *Une fille violée par son père est toujours consentante.* »

Catherine Dolto indique avoir retrouvé, après la mort de sa mère, en 1988, cette même interview annotée de sa main : « *Je n'ai jamais vu cet article fait après une interview*

sans nuances qui trahit ma pensée.

Que penser, alors, de ce livre d'entretiens (datant de 1986 et 1987) paru en 1999 chez Gallimard, « L'Enfant, la Juge et la Psychanalyste », où Dolto développe en partie les mêmes thèses ? Selon la fille, c'est une nouvelle trahison. Sa mère n'aurait « *pas pu relire* » – et pour cause – le texte avant parution.

Enfants complices

Mais une proche de la psychanalyste l'a, elle, manifestement relu, sans éprouver le besoin de prendre de la distance. La page de garde de l'ouvrage porte, en effet, la mention « *Collection Françoise Dolto, dirigée par Catherine*

Dolto »... Pour aller plus loin, voici quelques extraits de l'ouvrage de Dolto : « *Si les enfants savaient que la loi interdit les privautés sensuelles et sexuelles entre adultes et enfants, eh bien, à partir du moment où un adulte le lui demande, s'il accepte, c'est qu'il est complice, il n'a pas à se plaindre. Mais il peut avoir, sans se plaindre, à dire : "Mais ça m'a fait très mal." – Oui. Pourquoi t'es-tu laissé faire, puisque tu savais que ce n'était pas permis ?* » A partir du moment où l'enfant est au courant, très jeune, de la loi, il est complice et on peut l'aider beaucoup mieux.

Autre grande idée : les enfants « *sont responsables de laisser les parents commettre*

un acte qui les avilit dans leur relation à leurs enfants.

Et encore, à propos de l'enfant abusé : « *L'important c'est : puisqu'il a survécu, qu'est-ce qu'il y a eu de suffisant pour y prendre son pied ? Si un être est vraiment traumatisé, il tombe malade ; si un être n'a pas de quoi vivre, il ne continue pas.* »

« *C'est (...) au niveau de l'inconscient que Françoise Dolto se situe quand elle parle de relations sexuelles entre enfants et adultes, qu'elle juge inacceptables* », explique aussi Catherine Dolto.

Hélas, la subtilité de ces propos « inconscients » risque d'échapper à beaucoup, bien ou mal intentionnés...

D. S.

Une Autorité polynésienne de la concurrence peu pacifique

L'AFFAIRE a fait, il y a peu, la une de « Tahiti Magazine ». Fin novembre, la cour d'appel de Paris a désavoué l'Autorité polynésienne de la concurrence en suspendant, jusqu'à plus ample informé, la grosse amende de 235 millions de francs pacifiques (3 millions d'euros environ) qu'elle avait infligée au groupe Wane, spécialiste de la distribution de boissons. La raison : entre 2016 et 2018, Wane aurait imposé à ses clients des tarifs aussi excessifs que discriminatoires. Peut-être... Mais, tout en jugeant l'amende « *dispro-*

portionnée », la cour a surtout souligné que le président de l'Autorité, Jacques Mérot, se trouvait dans une situation fort singulière. En 2016, il avait en effet témoigné, aux prud'hommes, en faveur d'un ancien directeur de Wane en litige avec son ex-employeur. Un joli conflit d'intérêts...

Ces derniers temps, les membres du collège de l'Autorité qui soutenaient le président Jacques Mérot ont vu leur mandat renouvelé. Et cela se voit : mi-décembre, les petits nouveaux ont glissé, dans une décision relative à une

autre affaire, des considérations soulignant de « *graves dysfonctionnements* » au sein de leur belle institution.

Comme l'a rapporté le site Dalloz Actualité (13/12) un mois auparavant, le rapporteur public (magistrat délinquant une analyse juridique indépendante) avait botté dans la fourmière. Il signalait qu'une note compromettante pour le président ne figurait pas au dossier devait y être immédiatement versée. Faute de quoi il la transmettrait « *personnellement à chacun des membres du collège* » – sachant que « *l'instruction a déjà été gravement et multiplement viciée* ».

Fol atoll

Un grand pas vers plus de transparence et de justice ? Pas si simple. « *Il règne en Polynésie une forte collusion entre les grands groupes, le pouvoir politique et des réseaux qui ne veulent à aucun prix que l'on touche aux intérêts économiques* », analyse un haut fonctionnaire local. Et ce conflit d'intérêts du président, ajoute-t-il, les a bien arrangés. Cet été, la Cour de cassation se penchera à son tour sur l'affaire. Le micmac tahitien risque de la tenir occupée...

Dominique Simonnot



Droit de visite médicale

PROFESSEUSE des écoles depuis septembre 1995, directrice d'une école maternelle en région parisienne, Mathilde, 48 ans, n'a jamais été convoquée à la Médecine du travail. Un droit dont, après plus de vingt-quatre ans dans l'Education nationale, elle aimerait aujourd'hui profiter. Le 21 février dernier, elle en a fait la demande officielle à son inspectrice d'académie.

La réponse a mis dix mois à arriver, mais ça valait le coup d'attendre. Le 20 novembre, le secrétariat du service médical de l'académie explique enfin : « *Il y a actuellement 1,2 équivalent temps plein de médecin du Travail pour 25 000 agents en Seine-et-Marne. Dans ce contexte, il n'est pas possible de réaliser les visites systématiques.* » Mathilde peut tout de même tenter de prendre rendez-vous, mais de préférence, lui dit-on, pour demander une mutation, faire aménager son poste ou son temps de travail, ou voir reconnu un éventuel handicap.

Rappel : un employeur français est tenu d'organiser une visite médicale tous les cinq ans pour chaque salarié.

LA SAISON des prunes s'achève de plus en plus tard. Le 10 décembre, Jules



reçoit par courrier un avis de contravention lui apprenant qu'il a été contrôlé, deux semaines plus tôt, à 86 km/h au lieu de 80. L'excès de vitesse finalement retenu, 1 km/h, lui coûtera tout de même 45 euros... s'il paie dans les quinze jours suivant l'infraction. Il a donc jusqu'au 10 décembre, soit précisément le jour où il reçoit sa prune, pour régler l'amende avant qu'elle passe à 68 euros.

Jules, qui a ouvert l'enveloppe à 14 heures, habite dans la Manche, en pleine cambrousse. Il lui reste une heure pour faire son chèque, préparer le pli, prendre sa voiture et foncer au bureau de poste le plus proche avant le dernier relevé du courrier...

En route pour un nouvel excès de vitesse !

TOUT JUSTE retraitée en fin d'année, Lucienne a eu la riche idée de placer ses économies (quarante-neuf ans de labeur) dans un contrat d'assurance-vie Cachemire 2, conseillé par La Banque postale. L'affaire conclue, elle hérite d'une magnifique brochure explicative du produit d'épargne, dont voici un extrait, représentatif des 10 pages pleines de calculs. Attention, ça bouloche !

$$\begin{aligned} P_{R_{t+1}}(0) &= P_{R_{t+1}}(0) \\ &= N_t^* + P_{R_t}^* \\ P_{R_{t+1}}(1) &= \left[N_t^* - \delta \times CM_{R_{t+1}} - g + \frac{CM_{R_{t+1}}}{R_{t+1}} - N_t^* \right] + P_{R_t}^* \\ N_t^* &= \frac{P_{R_t}(1)}{R_t} \\ \text{Avec :} & \left[P_{R_t}(1) \times \left(\sum_{i=0}^{\infty} P_{R_{t+i}}(0) + \sum_{i=0}^{\infty} P_{R_{t+i}}(1) \right) \right] \\ & \left[P_{R_t}(1) \times \left(1 + \frac{1}{R_{t+1}} \right) \times \frac{1}{R_{t+1}} \right] \\ & \left[\sum_{i=0}^{\infty} N_t^* + P_{R_t}^* + \sum_{i=0}^{\infty} N_t^* + P_{R_t}^* \right] \\ & \left[\sum_{i=0}^{\infty} N_t^* + P_{R_t}^* + \sum_{i=0}^{\infty} \frac{Cap_{R_{t+i}}}{(1 + R_{t+i})^{t+i}} \right] \end{aligned}$$

Pour occuper sa retraite, Lucienne n'a plus qu'à décrocher la médaille Fields ou son téléphone pour appeler Villani.

D. J.



ZigZag

MANU-FACTURÉ

A l'exposition du « Fabriqué en France », présentée à l'Elysée, le public peut admirer, selon un bref inventaire du Huffington Post (17/1), « des espadrilles Océan, fabriquées à base de plastique retrouvé dans les océans, une Cocotte-Minute SEB faite à partir d'inox recyclé, une remorque solaire, une table de pique-nique réalisée à base d'emballages Tetra Pak ». Dans la cour d'honneur est exposé « le nez du train Regio 2N, fabriqué par Bombardier Transport, à Crespin, une entreprise nordiste ».

Et son conducteur réquisitionné ?

RETRAITES : LA RÉFORME TIENDRA COMPTE DES MÉTIERS PÉNIBLES



ÇA MORD ?

Quand les pêcheurs chinois rapportent un drone sous-marin dans leurs filets, au large de la province côtière de Jiangsu, l'Etat leur offre un pactole d'environ 65 000 euros, selon Slate (17/1) : « Selon les autorités de sécurité nationale, ces drones sont fabriqués dans d'autres pays et sont utilisés pour diverses fonctions d'espionnage, allant de la détection des mouvements de sous-marins comme des câbles de communication. » C'est la nouvelle recette locale : une petite friture sur la ligne.

AGORA FOLIE

Le village de Saint-Germain-de-Pasquier (Eure) abrite fièrement la plus petite mairie de France : 8 m² pour 12 élus municipaux. « Le Parisien » (17/1) ne cache pas son admiration pour ce bâtiment lilliputien : « Tout est pensé pour gagner la moindre place : strapontins, table centrale pliable et classeurs à portée de main. Ici, la maire ne dispose pas de bureau à elle (...). Evidemment, l'endroit fait office de bureau de vote. » Pratique pour éviter le bourrage des urnes !

COUPS DE BARRE

“On marche sur la tête, dans ce pays !”

Tribunal de Paris

DANS LE BOX, Mohamed se masse les joues. Une avocate s'alarme : « Madame la Présidente, il a très mal aux dents, il lui faut au moins un Doliprane... » Que voulez-vous que j'y fasse ? dit la juge, écarquillant les yeux. C'est interdit, cela nous est sans cesse rappelé... En prison, ça fait quinze jours que je demande le dentiste... machonne Mohamed. - Monsieur, on appelle le médecin en cas de malaise grave, mais on ne va pas faire venir un dentiste ! - Madame la Présidente, il ne peut pas suivre l'audience normalement ! Il y a bien des prévenus qu'on ramène au dépôt voir un médecin ! » La juge soupire, suspend l'audience. Et voilà le box envahi. Quatre policiers et deux hommes en rouge de la « sécurité » y délibèrent gravement : « On est là pour les urgences, mais on n'est pas habilités à donner un médicament, même pas un verre d'eau ! - Il n'est pas traité, en détention, et il joue sa vie ! s'agitent les avocats. - Tu veux pas qu'on appelle le Samu, mon gars ? - On marche sur la tête, dans ce pays ! Ailleurs, n'importe qui lui donnerait le foutu cachet ! - Oui, mais, nous, on n'est là que pour les urgences ! Au revoir, tout le monde ! » concluent les types en rouge.

« On est chez les dingues ! » proteste la ribambelle d'avocats, qui, en grève, sont dix à défendre Mohamed, bloquant la « machine infernale des comparutions immédiates ». A plu-

Air France : adieu la vie de château !

Acquis par le CE d'Air France à la fin des années 80, l'ancien haras de l'Aga Khan et le château attenant viennent d'être bradés au dixième de leur prix d'achat.

CRASH en beauté pour le personnel d'Air France... La veille du réveillon de Noël, le comité social et économique de la compagnie a bradé, pour 3,2 millions, un domaine de conte de fées qui, vingt-quatre ans plus tôt, lui avait coûté... 30 millions (en équivalents euros).

L'histoire de cet incroyable ratage commence en 1988, lorsque la direction FO du comité central d'entreprise, en quête d'un vaste espace de détente proche de Roissy destiné à son personnel, découvre les haras de l'Aga Khan, à Lassy (Val-d'Oise) : 27 ha de bois, un étang et un fastueux manoir de style anglo-normand doté de cheminées monumentales et de boiseries Grand Siècle.

Une élection du personnel plus tard, c'est la CGT qui conclut l'affaire. Elle complète ce terrain par une piscine couverte, un bowling, des courts de tennis couverts et autres installations



sportives – plus de 20 000 m² de bâtiments. Ce petit paradis est inauguré en 1996.

Le comité central d'entreprise (CCE), à l'époque, est financé par une contri-

bution de 3,54 % de la masse salariale, soit plus de 80 millions d'euros. S'y ajoute un discret supplément offert par la direction d'Air France au bénéfice du CCE : un compte courant de 8 millions, dans lequel les élus du personnel peuvent piocher à loisir. En principe, ils doivent rembourser, mais, pendant des années, la direction de la compagnie ne présentera aucune douloureuse. La fluidification des relations sociales devient un avantage acquis...

En 2012, une crise éclate : le syndicat des pilotes ne veut plus payer pour le petit personnel ; il obtient l'écèlement du CCE en autant de comités d'entreprise couvrant chacun une catégorie de salariés (pilotes, mécaniciens, administratifs, etc.). Le CCE garde la propriété du patrimoine mais n'a plus, alors, les moyens d'assurer l'entretien de ses multiples campings, colonies de vacances et autres centres de loisirs, dont celui de Lassy.

Trois ans après cette première crise, le syndicat SUD des mécaniciens estime à son tour qu'il n'a pas à payer pour les gratte-papier ou les balayeurs. D'où la fermeture d'une cascade d'établissements. Dans « SUD », il y a – en principe – le mot « Solidaires »...

En 2016, le CCE se retrouve, avec 10 millions de dettes, en cessation de paiements. Des squatteurs s'installent à Lassy, et les boiseries sont volées. Nouvelles élections. La CGT et FO reprennent le CCE à la CFDT. Mais, devant l'ampleur du désastre, les nouveaux patrons démissionnent aussi sec. Deux élus (CGC et CGT) s'y collent et finissent par dénicher un acheteur qui acquiert l'ancienne propriété de l'Aga Khan pour le dixième de sa valeur initiale. Les 3,2 millions récoltés permettront de boucher le trou financier du CCE et d'éviter sa liquidation.

Un crash pour éviter un krach ?

Alain Guédé

L'IGPN ENQUÊTE



DRÔLES DE ZIGS

❑ **BENEDIKT HARTL**, architecte, explique pourquoi il propose d'agrandir Buckingham Palace (France 2, 17/1) : « Il s'agit de sensibiliser sur le manque de logements abordables dans la capitale britannique, dont les loyers figurent parmi les plus onéreux d'Europe. »

A-t-il prévu un modeste pied-à-terre pour le prince Harry et Meghan, futurs expatriés au Canada, quand ils reviendront visiter la royale famille ?

❑ **YAROSLAV SURIS**, citoyen américain souffrant de problèmes auditifs, attaque en justice le site pornographique Pornhub, coupable, selon lui, de ne pas sous-titrer les vidéos pornos, comme l'exige une loi fédérale votée en 1990 en faveur des personnes handicapées (« Le Point », 18/1). Le plaignant « évoque même les titres des vidéos dont il n'a pas compris les dialogues ». Pornhub répond qu'un millier de ses clips sont « adaptés dans le but de transmettre les changements émotionnels des acteurs ».

Et qu'en plus la masturbation rend sourd...

❑ **LIAM BROADY**, tennisman engagé au tournoi de Melbourne (Australie), gardera un mauvais souvenir des fumées et du brouillard provoqués par les gigantesques incendies (« Le Figaro », 15/1) : « J'ai été très surpris par la gravité de la situation en me rendant au stade. On voyait à peine les bâtiments (...), je ne me sentais vraiment pas bien. »

Un nouveau sport : le tennis sans voir la balle.

❑ **ALLEN PARKER**, pasteur à Ivor, en Virginie (USA), prétend s'inspirer du mythe d'Adam et Eve pour inviter les fidèles dans son église « nudiste et familiale » (Slate, 16/1) : « Il officie la semaine de manière conventionnelle et fait tomber la robe pastorale le dimanche. »

Au moins, les enfants de chœur ne manquent pas de cierges à brandir.

RÉFORME DU BAC : LES ÉPREUVES DE CONTRÔLE CONTINU PERTURBÉES



L'homme qui a vu l'homme qui ne verra plus l'ours

OH, LA BELLE PHOTO ! Prise le 14 janvier à Pau dans le salon de réception de la Villa Saint-Hélène, la résidence du préfet, on y voit Macron en bonne compagnie : celle de la secrétaire d'Etat écolo Emmanuelle Wargon, mais aussi de trois patrons de chambre d'agriculture (Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Atlantiques, Ariège) et de quatre éleveurs de montagne. Tous ennemis jurés de l'ours ! Et de leur promettre la « fin de la réintroduction de l'ours dans le massif pyrénéen ».

Sauf que deux des éleveurs, Olivier Maurin et Jean-Pierre Pommiers, font tache. Fin août 2018, en compagnie de 180 éleveurs opposés à l'ours, ils ont déboulé dans le village d'Etsaut, 82 habitants, dans les Pyrénées-Atlantiques, pour y répandre des poches de sang et des carcasses de brebis. Tout ça parce que la maire, Elisabeth Medard, 63 ans, sans étiquette, avait eu l'audace de se prononcer à titre personnel en faveur de l'ours. « Je suis scandalisée de voir ces fous furieux qui ont attaqué mon village poser pour la photo aux côtés du président de la République », dit

la maire, qui a porté plainte pour « dégradation volontaire de biens publics ». Les deux éleveurs et trois de leurs comparses étaient attendus au tribunal correctionnel de Pau le 7 janvier, soit une semaine avant la rencontre avec Macron. Coup de bol, pour cause de grève des avocats, l'audience a été repoussée à fin juin. Ouf !

Macron, qui se voit en premier de cordée européenne, promet la fin de la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées, alors que l'Europe prône le contraire dans sa directive 92/43/CEE du 21 mai 1992. Explication donnée par

Alain Reynes, directeur de l'asso Pays de l'ours-Adet : « L'Europe impose à la France de restaurer une population viable d'ours dans les Pyrénées. Si elle ne le fait pas, la justice se charge de le lui rappeler. Le 6 mars 2018, devant le tribunal administratif de Toulouse, nous avons ainsi fait condamner l'Etat pour avoir manqué à cette obligation de protection de l'ours. »

Qu'importe, puisque nous avons le plus écolo des présidents...

Professeur Canardeau

Réintroduction, conclusion

MARINE LE PEN DÉJÀ EN CAMPAGNE



Pas sel qu'on croit

TEMPÊTE dans les marais salants de Guérande et de Noirmoutier ! Le Conseil d'Etat vient de faire un coup de Jarnac aux petits producteurs de sel marin. Contre toute attente, l'arrêté, tombé il y a trois semaines, accorde au numéro deux européen du sel le droit de revendiquer une indication géographique protégée (IGP), « Fleur de sel de Camargue ».

Sauf que cette fleur (de sel) faite au groupe Salins menace la survie des 600 paludiers de la côte atlantique. Ces derniers craient à la concurrence déloyale, parce que leur manière de récolter cet or blanc qu'est la fleur de sel, vendue jusqu'à vingt fois plus cher que le sel fin marin, n'a rien à voir avec la façon de faire des Salins.

D'un côté, de petits bassins d'une dizaine de mètres carrés, sur lesquels un paludier écrème chaque soir avec une spatule en bois le sel qui affleure à la surface de l'eau. De l'autre, d'immenses bassins, jusqu'à parfois une dizaine d'hectares, où les sauniers radent, à grands coups de pelle, les grains fraîchement tombés au fond de l'eau. « Lorsque vous pelletez sur la croûte de sel comme le font les industriels, vous démultipliez la récolte, mais vous perdez en qualité. La légèreté et la forme des grains n'ont rien à voir,

s'étrangle un paludier, membre de l'Association française des producteurs de sel marin de l'Atlantique. Si on nous enlève les revenus de fleur de sel récoltés chaque année dans nos marais salants, on n'aura plus qu'à mettre la clé sous la porte. »

C'est d'ailleurs pour conserver leurs marais salants tradi, à haute valeur touristique, que les communes de Guérande (Loire-Atlantique), de l'île de Noirmoutier (Vendée) et de l'île de Ré (Charente-Maritime) avaient, main dans la main avec les producteurs locaux, saisi le Conseil d'Etat pour qu'il annule la fameuse IGP octroyée en septembre 2018 au groupe Salins par les ministres de l'Agriculture et de l'Economie.

Si les paludiers artisanaux disparaissent à cause de la concurrence autour de la fleur de sel, le groupe Salins pourra définitivement rattrier la mise sur le sel de table, qui est de loin l'activité la plus rentable, devant le sel en vrac acheté par l'agroalimentaire pour assaisonner ses plats, le chlorure de sodium fourni à l'industrie chimique ou encore le sel de déneigement. Il est fort probable que Bruxelles avalise cette année l'IGP. A croire que les petits saliniers ont renversé du sel sur la table...



Vive la succinate déshydrogénase !

QU'ONT en commun l'abeille, le lombric, l'homme et le champignon ? Ils respirent. Ils respirent grâce, entre autres, à la succinate déshydrogénase. Celle-ci, pour faire vite, est une enzyme qui, au cœur des mitochondries – les usines énergétiques de la cellule –, contribue à la transformation vitale de l'oxygène en dioxyde de carbone. Qu'on réussisse à inventer des chercheurs de génie au service de l'agro-industrie ? Une molécule qui en bloque le fonctionnement. Le petit nom de la succinate déshydrogénase étant SDH, on appelle cette nouvelle molécule SDHI (avec un « i », comme « inhibiteur »).

Depuis 2013, les agriculteurs mettent de plus en plus de SDHI dans leurs champs. Rien de mieux pour exterminer les moisissures, ces champignons microscopiques qui menacent le colza, le blé, l'orge, les carottes, les vignes, et aussi les tomates, les arbres fruitiers, etc. – surtout depuis que les fongicides habituels rencontrent des résistances. La suite se déroule en trois actes.

Acte 1. En avril 2018, une dizaine de chercheurs, dont Pierre Rustin, directeur de recherche au CNRS, publient une tribune dans « Libération ». Ils l'affirment, les SDHI sont potentiellement dangereuses pour l'abeille, le lombric et l'homme. Encéphalopathie sévère, cancers du rein et du système digestif, tumeurs du système nerveux : les menaces sont lourdes et nombreuses. L'Anses, l'agence qui a notamment donné à Bayer, Syngenta et BASF l'autorisation de mettre onze de ces substances sur le marché français, répond qu'il n'y a aucun lieu de s'alarmer.

Acte 2. Dans un livre réquisitoire publié en septembre, le journaliste Fabrice Nicolino mène grand tapage contre les SDHI et l'aveuglement de l'Anses. Au même moment, le collectif de chercheurs saisi la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement, au motif que les tests ayant mené l'Anses à donner son autorisation sont inadéquats (« Le Canard », 11/9/19). L'Anses crie au scandale. Le ministre Didier Guillaume vient la défendre devant les députés : elle « n'est à la solde d'aucun industriel », et basta !

Acte 3. Début novembre, dans « PLOS One », revue scientifique de référence,



Pierre Rustin signe avec d'autres chercheurs une étude accablante sur huit des onze molécules autorisées. Dâment testées, celles-ci s'avèrent plus dangereuses pour le lombric et l'abeille, et presque autant pour l'homme, que pour les moisissures visées ! Les chercheurs en concluent que ces molécules font peser une grave menace sur la biodiversité. Et sur l'homme. L'Agence répond qu'elle a entamé ses propres travaux. Prière de patienter...

Ce mercredi 22, Pierre Rustin et près de 300 chercheurs et médecins étrangers et français publient un appel dans « Le Monde ». Il y a urgence, disent-ils. Les SDHI ne sont pas que des fongicides, elles s'attaquent à l'ensemble du vivant. Elles pourraient conduire à « une catastrophe sanitaire ». Deux années ont été perdues depuis la première alerte. Ils réclament leur interdiction. Quelle idée ! On a déjà une zone tampon de 5 mètres... Jean-Luc Porquet



Le Cinéma

La Llorona

(Maya partir)

AU GUATEMALA, le dictateur déchu est jugé pour le génocide des Indiens mayas, qu'il a fait jadis massacrer par l'armée. Il est condamné mais finalement libéré et transféré dans sa résidence, assiégée par les familles de victimes. Il y vit reclus avec sa femme, sa fille et sa petite-fille, hanté la nuit par des pleurs de femme qu'il est le seul à entendre. Emaneraient-ils d'Alma, la nouvelle domestique maya, dont le charme magnétique les fait tour à tour basculer dans un passé indicible ?

Longs plans qui embrassent une scène tout en progressant imperceptiblement ; interruption poétique de grenouilles inquiétantes ; cauchemars où l'épouse hautaine du petit général revit le sort d'une Indienne torturée au bord d'un fleuve... Le brillant réalisateur guatémaltèque Jayro Bustamante s'approprie les armes du film d'horreur pour les retourner contre l'histoire terrible de son pays. Et braquer l'objectif sur les massacres commis en 1982-1983, sous le général Montt, afin d'inciter la jeunesse de son pays à regarder le passé en face. Ce faisant, il réussit à donner un sens politique au cinéma fantas-



tique, avec une indéniable réussite artistique. Et il revisite la légende locale d'une « pleureuse » recherchant ses enfants morts, dont il fait ici un fantôme vengeur au regard inoubliable.

Révilée dans son superbe premier film, « Ixcannul » (2015), Maria Mercedes Coroy confirme ici son charisme singulier.

Un fantôme beau à en pleurer ?

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Pygmalionnes

Quentin Delcourt semble épouser l'air du temps avec ce documentaire sur la part des femmes dans le cinéma français... Sauf qu'il a choisi non seulement des actrices reconnues (Hafsia Herzi, Aïssa Maïga), mais aussi, de l'autre côté de la caméra, une réalisatrice (Nathalie Marchak), une cheffe op (Céline Bozon), une agente (Elisabeth Tanner), deux exploitantes...

Ces onze femmes qui l'« inspirent », il les filme de près, les magnifie, les écoute au point de susciter des moments de vérité intime sur divers sujets : le harcèlement, les scènes de nu, également les salaires, les quotas, les rapports de séduction, les émotions réelles, qui sont la matière première du jeu à l'écran... Un doc de pure parole qui en dit long. — D. F.

Les films qu'on peut voir à la rigueur

Scandale

En pleine campagne présidentielle américaine, sur la chaîne Fox News, qui milite furieusement pour Donald Trump, trois employées — dont deux présentatrices vedettes — attaquent leur patron en justice. Depuis vingt ans, Roger

Ailes pratique en toute impunité la promotion canapé. Mais c'est dans toute la chaîne que règne ce sexisme effréné que défend Trump.

Sans finesse, avec des actrices lisses comme des mannequins, Jay Roach retrace cette formidable histoire vraie, survenue à l'été 2016. Les codes narratifs et esthétiques sont empruntés à la culture hollywoodienne si fortement stigmatisée par l'affaire Weinstein, entre autres. — J.-F. J.

Adoration

Le jeune Paul recueille un piaf puis s'efforce de suivre l'envol de Gloria, une fille libre comme l'air, internée dans l'asile psychiatrique où travaille sa mère...

Après le très troublant « Calvaire » (2004) et le transgressif « Alléluia » (2014), le cinéaste belge Fabrice Du Welz continue ses variations sur les amours hors norme. Hélas descendant : il donne ici un conte qui hésite entre le cruel et le mièvre (ah, les zoiseaux, symboles de l'amour !). Le scénario paraît intemporel, le héros guère incarné, l'héroïne déjà vue, tandis que leur fugue paraît longue. Seul Benoît Poelvoorde, en ermite sentimental, étonne. — D. F.

Luciernagas

Après une traversée clandestine, un jeune homo ayant fui l'Iran débarque sans le vou-

loir à Vera Cruz, au Mexique, où il se lie avec une réceptionniste girondine et s'éprend secrètement d'un membre de gang salvadorien.

La réalisatrice Bani Khoshnoudi, Irano-Américaine vivant à Mexico après dix années passées à Paris, veut montrer des êtres à la dérive qui s'illuminent en se rencontrant, telles les « lucioles » du titre. Son film, mélancolique, a pour intérêt de faire découvrir le port décati de Vera Cruz, lieu propice à la rêverie. — D. F.

K contraire

En liberté conditionnelle, un jeune homme doit prendre en charge sa mère, dépressive, mais il craque quand le psy veut la soigner à la kétamine, alors qu'il vient de monter un plan pour écouler cette substance dans un festival de techno...

Sarah Marx est animée de bonnes intentions à l'égard des déclassés, et même des aidants familiaux. Mais son premier film ne brille ni par son style visuel, caméra à l'épaule, ni par ses dialogues martelés, ni par son scénario qui s'étire. L'interprétation d'Alexi Manenti (le flic provocant des « Misérables ») retient néanmoins l'attention. — D. F.

Les films qu'on peut ne pas voir

Le Photographe

A Bombay, un photographe de rue immortalise une inconnue. Puis la retrouve par hasard. Elle est issue de la classe moyenne et rêve de devenir experte-comptable. Pour éviter que sa mère mariée l'unisse à une fille de son village, l'homme demande à la jeune femme de jouer sa fiancée.

Ritesh Batra nous avait régales avec « The Lunchbox », mais, cette fois, il s'abîme en lentueur et en regards perdus. Ici, le chagrin lié à la différence de religion, de classe sociale et d'aspirations n'est porté que par des silences. Et cette langueur finit par crisper. — S. Ch.

Qu'un sang impur

Premier choc frontal : au sein d'un campement français dans les Aurès, la tente sous laquelle des officiers sadiques torturent des fellagas est trouée de balles par leurs camarades venus les délivrer, tandis que de Gaulle prononce une allocution projetée sur grand écran...

Après cette séquence audacieuse située en 1960, ce premier film du scénariste d'action Abdel Raouf Dafri s'enfonce dans un western sanglant et caricatural, mettant en scène un impayable commando de têtes brûlées : un sergent sénégalais, un sniper raciste et tatoué, une démineuse algérienne, une combattante Hmong... et un raton laveur ? Les situations, comme les dialogues, ont la subtilité d'un bazooka. — D. F.

Le Réseau Shelburn

Coup double — et de grâce ? — avec ce deuxième nanar de guerre... Grâce au courage de résistants et de résistants bretons, le réseau Shelburn a permis en 1943-1944 à 135 aviateurs alliés de s'évader par la plage de Plouha, non loin de Saint-Brieuc.

Cette reconstitution inégale jouée sous la houlette de Nicolas Guillou vaut plus par son sujet, ses paysages et la sympathique mobilisation régionale de figurants, bénévoles et élèves, que pour son scénario corde à nœuds (de marin breton, forcément), ses stéréotypes appuyés et ses ralentis insoutenables. — D. F.

Lettres ou pas Lettres

Méforme de la retraite

“Miroir de nos peines” (Albin Michel), de Pierre Lemaitre : un vrai morceau de littérature populaire mais pas populiste.

SIBETH NDIAYE, porte-parole du gouvernement, a assuré, un jour, mentir pour servir le chef de l'État. Elle est loin d'égaliser Désiré Migault, jeune homme bien propre sur lui et très myope, qui faisait merveille au ministère de l'Information au début de l'année 1940. « Je calme les inquiétudes, je distille la confiance, je renforce les convictions. Et j'influence », expliquait-il pour définir son boulot de communicant.

Les troupes allemandes avaient contourné la ligne Maginot, défoncé les maigres armées alliées et filaient « nach Paris », mais qu'importe ! Question — d combien perfide — d'un journaliste en juin 1940 : « Si notre armée et nos alliés sont aussi efficaces qu'on le dit, pourquoi les boches continuent d'avancer ? » Réponse tout à trac du porte-parole : « Ils n'avancent pas, ils font mouvement vers l'avant, c'est très différent. » L'armée française ne battait donc plus en retraite...

Le jeune Désiré est l'un des personnages principaux de ce dernier opus de la trilogie de Pierre Lemaitre, débutée il y a sept ans avec « Au revoir là-



haut », qui valut à cet auteur de polars le prix Goncourt en 2013. Dans la veine des deux premiers tomes, le romancier mêle avec truculence secrets de famille et secrets d'État. Comme cet incroyable épisode — véridique — d'incinération de billets de la Banque de France dans une usine d'Issy-les-Moulineaux.

Avec le savoir-faire d'un feuilletoniste qui manie l'art du rebondissement et prend souvent à partie son lecteur, Lemaitre raconte ainsi le quotidien de Louise, jeune instit

parisienne, serveuse de bistro à ses heures perdues ; de Gabriel, prof de maths dans le civil et sergent-chef envoyé s'occuper des transmissions sur la ligne Maginot ; de Raoul Landrade, caporal-chef affecté au génie et surtout combinard de première, ou encore de Fernand, garde mobile chargé de convoquer des déserteurs entre la prison du Cherche-Midi, à Paris, et le camp de Gurs, dans les Pyrénées-Atlantiques. A pied, évidemment.

Tout ceux-là — plus quelques autres — vont finir par se croi-

ser, régler leurs comptes et changer de destinée à Saint-Rémy, une bourgade reconstruite en hébergement d'urgence pour réfugiés. Dans cette France du chaos, « les fuyards étaient à l'image de ce pays déchiré, abandonné. C'était partout des visages et des visages. Un immense cortège funèbre (...) devenu l'accablant miroir de nos peines et de nos défaites ».

Comme dans « Au revoir là-haut » — qui racontait une folle histoire de trafic de monuments aux morts —, puis dans « Couleurs de l'incendie » — consacré à la crise de 1929 et ses conséquences —, Pierre Lemaitre parvient à nous faire tout avaler : les excès de sang et de larmes, les débordements de mauvais goût et les plaisanteries fines, les grandeurs et les lâchetés. Et même l'autodérision de l'écrivain, lorsqu'il fait dire au gros Jules, bistrotier du XIII^e arrondissement de Paris et cœur d'artichaut : « Elle avait lu les romans, c'est jamais bon, ça déforme la tête. »

Didier Hassoux

● 540 p., 22,9 €.

Le rital vous salue bien

Crève, Ducon !

par Cavanna (Gallimard)

IL N'Y EN A ici que pour elle, ou presque. Elle, « la petite Virginie », dont Cavanna (1923-2014) se retrouve « amoureux perdu », alors qu'il a 87 ans aux prunes. Elle, « une gamine — majeure, quand même — dont, comme dit Ducon, on pourrait être le grand-père ». Si « la petite Virginie » est son dernier grand amour, attention, rien de sexuel, pas même un baiser. Elle est aussi sa dactylo, son infirmière, son ange gardien, son garde du corps. Elle le rudoie parfois, le vouvoie toujours. « J'aime bien quand elle m'appelle "Cavanna" », écrit Cavanna. Il fond, se voit comme « un cœur naïf », « une âme sans complication » qui a « un grand besoin d'aimer ».

Il parle aussi de « Miss Parkinson », ainsi qu'il nomme la maladie qui lui mène « une guerre d'embus-

cade et de coups de vache ». Il parle de ce quartier Maudslayi qu'il arpente amoureuxment depuis un demi-siècle, avec ses personnages hauts en couleur, Carmen la concierge, le pharmacien, une vieille visiteuse Témoin de Jéhovah, les corbeaux du coin... Parfois, un souvenir remonte : Roger l'ami merveilleux ». Choron jouant le mime Marceau avec sa bite enfarninée, le premier baiser qu'il donna à Maria, son passage chez Pivot avec Bukowski...

Fraternel comme toujours, et toujours bouillonnant, l'homme qui, avec Choron, lança l'aventure de « Charlie Hebdo », sait qu'il n'en a plus pour longtemps. Mais il fait face, se marre, bougonne, écrit, écrit encore, par défi, par bravoure. Pas dupe, plein de verve et de vie, il rappelle sa fière devise : « Connais-toi toi-même, et aime-toi quand même. »

J.-L. P.

● 240 p., 18,50 €.

Feuilleton de Canard

□ LIVRE PARIS. Le prochain Salon du livre, qui ouvrira ses portes le 20 mars, réussit l'exploit de ne compter parmi ses exposants ni Gallimard ni Hachette Livre, soit les numéros un et trois de l'édition française. « On a le sentiment que le livre perd sa place », explique Antoine Gallimard dans une interview au « Monde » (15/1). Ce que confirme « Le Figaro » (18/1) : « Une célèbre enseigne a loué un stand à Livre Paris : McDonald's. » Avec dédicaces du clown Ronald ?

□ « ASTÉRIX ». Valeur sûre de l'édition française, les aventures du petit Gaulois sont en tête des ventes de l'année 2019 : 1,5 million d'acheteurs pour « La Fille de Vercingétorix ». Pour le reste, les résultats du top 100 des livres vendus (en chiffre d'affaires) sont en baisse de 10 % sur l'an dernier. « La faute à l'absence de véritables phénomènes d'édition en dehors d'« Astérix », commente « Le Figaro Economie » (18/1). Encore un effort et le dessinateur Uderzo va pouvoir rêver du Nobel de littérature.



Chatons sous la pluie de Jean-Michel Delambre (Miette)

ON SE POSAIT la question : que fait notre ami ch'timi quand il ne livre pas au « Canard » dessins et jeux de mots ? La réponse est dans ces « haikus pour petits et grands » : Delambre observe son chat. De temps en temps, il donne un coup de pinceau, et, de l'autre main, il écrit ces

courts poèmes à la mode japonaise (« Aquarelle et encre / La nuit tous les chats sont griffes »), convaincu que « le chat et l'artiste sont félins pour l'autre ». Ces chatteries nous valent un bel album en textes et en dessins où un minou sceptique, feuilletant « Le Canard », commente malicieusement : « Ça manque de chiens écrasés. »

F. P.

● 40 p., 14,50 €.



La moche Hellène

Lesbos, la honte de l'Europe par Jean Ziegler (Seuil)

DU CALVAIRE des réfugiés, nous ne connaissons bien souvent que la traversée mortelle des océans. Mais, dès qu'ils ont touché terre, nous perdons leur trace et leur histoire. Cette histoire, Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, nous la raconte. Et nous alerte. Pas de son bureau — ce n'est pas le genre du sociologue suisse, connu pour ses coups de gueule salutaires — mais de l'île de Lesbos, en Grèce, véritable cauchemar des populations déplacées.

A cause des guerres de Syrie, d'Irak, d'Afghanistan et d'ailleurs, « plus de 850 000 persécutés ont traversé la mer Egée pour rejoindre les îles grecques ». En réponse, un accord signé en 2016 entre l'Europe et la Turquie a offert 6 milliards d'euros à Ankara pour renforcer le contrôle de ses frontières. Depuis, sous la conduite de l'UE, Turquie et Grèce font une chasse cruelle aux réfugiés.

« Push back », ils appellent ça. Militaires turcs frappant

les familles embarquées à coups de barre de fer, fusiliers marins britanniques tirant au plus près d'un canot pour l'obliger à virer, bateaux de garde-côte tournant à grande vitesse autour de Zodiac en perdition. Tout est fait pour empêcher les réfugiés de déposer une demande d'asile en territoire européen. Chaque jour, pourtant, des malheureux accostent à Lesbos ou dans les îles grecques. Et, là, le pire les attend, comme en témoignent les survivants interrogés par Ziegler.

Au mois de novembre 2019, 34 500 personnes étaient parquées à l'intérieur de camps ne pouvant en contenir que 6 400. Des milliers d'exilés sont contraints de fabriquer eux-mêmes leur abri dans les oliveraies. Pas de lit, eau rare, toilettes puantes, nourriture infecte. Les financements européens — pillés par la corruption — n'arrivent pas jusqu'aux barbelés. Et il faut deux ans pour que le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) se penche sur le cas d'un exilé. En attendant, ses enfants jouent dans les ordures et la boue.

Sorj Chalandon

● 132 p., 14 €.

La Voie aux Chapitres

Ainsi parlait ma mère de Rachid Benzine (Seuil)

« JE N'AI JAMAIS vraiment compris le parcours migratoire de mes parents (...). Eux et moi, nous avons vécu ensemble mais jamais en même temps. » Professeur de lettres à Louvain (Belgique), islamologue, dramaturge, l'auteur a fait du chemin depuis son arrivée en France, à l'âge de 7 ans. Dans ce roman, le héros, installé dans la banlieue de Bruxelles, raconte comment son père est mort « écrasé par une palette de livres » (« un destin qui ne m'a jamais fâché avec la lecture »). Mais, le vrai sujet, c'est

sa mère, avec « son improbable accent, ses constructions de phrase en berbère, français et arabe », guidée par deux principes : « l'humilité et la crainte de déranger ».

« J'ai honte aujourd'hui d'avoir eu honte à l'époque de l'entendre parler devant mes profs », écrit l'auteur, tarabud par « ce sentiment ineffaçable d'être un traître à [sa] propre famille ». En peu de pages, un portrait très émouvant, et une splendide apothéose : sur son lit d'agonie, la mère savoure « La Peau de chagrin », de Balzac, lui par son fils. Et la mort est plus douce.

F. P.

● 96 p., 13 €.



● **DRÔLE** d'aparté, le 15 janvier, lors de la cérémonie des vœux à la presse de Macron, à l'Elysée. Le ministre de la Culture, Franck Riester, parle avec Delphine Ernotte, la patronne de France Télévisions, à propos de sa collègue Sibylle Veil, qui est en train de pulvériser le record de la plus longue grève à Radio France avec son plan de suppression de 299 postes (50 jours de grogne !). La camarade Ernotte glisse : « Je ne comprends pas pourquoi Sibylle s'obstine. C'était plus simple de faire un plan de départs volontaires. » Réplique de Riester : « Mais oui. Elle braque tout le monde, c'est incompréhensible... »

Ce n'est plus un secret, Riester est perplexé face à la stratégie de Sibylle Veil. A la télé, il n'affiche plus qu'un soutien courtrois (LCI, 19/1) : « Je fais confiance à la direction de Radio France pour trouver les voies et moyens de mener cette transformation nécessaire et de sortir de la grève. » Quant à son cabinet, il met les formes, précisant au « Canard » : « C'est Sibylle Veil qui gère les négociations et discute avec les organisations syndicales. La balle est dans son camp... »

Gare au rebond et au retour de service !

● **PRÉVU** pour la seconde quinzaine de janvier, le déménagement du « Monde » dans un immeuble flamant neuf près de la gare d'Austerlitz est repoussé. On parle désormais de mars ou avril. Le service informatique, qui devait rejoindre le nouveau siège cette semaine, a refusé de s'y rendre, indiquant que les installations n'étaient pas complètement terminées, que l'air était irrespirable et qu'il n'y avait pas d'eau dans les toilettes... Résultat : les syndicats ont fait jouer leur « droit d'alerte » auprès de l'Inspection du travail.

Aux cris de : « Aux chiottes, le déménagement ! » ?

● **LE DRIAN**, Le Maire, Riester et Darmanin, les ministres de tutelle de France Médias Monde (France 24, RFI, MCD), ont adressé, le 9 janvier, une lettre de mission très macronienne à sa patronne, Marie-Christine Saragossa, pour les deux prochaines années : « La nouvelle organisation de l'audiovisuel public doit permettre un renforcement de l'offre de service public à l'international. Au cœur du dispositif de l'audiovisuel extérieur, France Médias Monde doit poursuivre une stratégie ambitieuse pour répondre aux défis de la concurrence internationale et s'affirmer comme l'entreprise média française de référence d'information internationale. »

Et c'est pour qu'il s'affirme que le gouvernement sucre 8 millions d'euros à ce média de référence !

Le Canard enchaîné
1,20 € (TVA 2,10 %)
☎ 01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue St-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Éditions Maréchal-Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)
Président : Michel GAILLARD.
Directeur général délégué et directeur de la publication : Nicolas BRIMO.
Principaux associés : Michel GAILLARD, André ESCARO, Nicolas BRIMO, Erik EMPATAZ et des salariés du journal.
Rédacteurs en chef : Erik EMPATAZ, Jean-François JULLIARD.
Fondateurs : Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs : R. TRENO et André RIBAUD.

Composition : Publications-Élysées, Paris.
Impression : P.O.P., Paris - M.O.P., Vitrolles, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : Presstatils.

N° CPPAP : 0123 C 82612 - ISSN 0008-5405

abonnements
☎ 01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Service abonnements
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex
www.lecanardenchaine.fr

Le Canard enchaîné
FRANCE
6 MOIS..... 31,00 € 1 AN..... 60,00 €
EUROPE
6 MOIS..... 45,00 € 1 AN..... 90,00 €

Les Dossiers du Canard
4 numéros
France..... 23,00 €
Europe..... 35,00 €

Abonnement couplé (1 AN)
« Le Canard enchaîné » + « Les Dossiers »
France..... 80,00 €
Europe..... 115,00 €

Pour les autres pays : nous consulter

Modalités de paiement

- Par carte bancaire
- Par prélèvement mensuel
- Par virement
- Par chèque bancaire



La Boîte aux Images

La ville rosse

LE 19 MARS 2012, Mohamed Merah fait irruption à l'école Ozar-Hatorah de Toulouse. Et il ouvre le feu au pistolet sur des inconnus parce qu'ils sont juifs.

D'abord, il assassine le professeur Jonathan Sandler, 30 ans, puis Aryeh et Gabriel, ses fils, âgés de 5 et 3 ans, qu'il tentait de protéger. Dans la cour, il rattrape Myriam Monsonogo par sa queue-de-cheval, et tire dans la tempe de la fillette de 8 ans, à bout portant.

Toulouse, toujours, le 15 décembre 2017, cinq ans à peine après l'attentat. Mohamed Tatai, imam de la grande mosquée, s'adresse à ses fidèles. Il parle de la fin des temps. « Les Juifs se cachent derrière les rochers et les arbres, et les rochers et les arbres diront : "O musulmans, ô serviteurs d'Allah, il y a un Juif qui se cache derrière moi. Viens le tuer." » Poursuivi pour provocation à la haine, l'imam a évoqué le malentendu. Et il a assuré que ce hadith – parole de Mahomet – avait été « sorti de son contexte ». Air connu. Le rabbin Yossef Matusof a été dérouteré par ce prêche. Cet imam était un ami.

Peau de chagrin

C'est à Toulouse que le documentariste Georges Benayoun a choisi d'entendre le désarroi des Juifs de France. Avant, dans les « quartiers », être juif n'était pas un sujet. Jo l'éducateur s'amuse : « Je suis un Arabe juif. On mangeait le couscous, mon père parlait arabe à la maison. » « On était des enfants de la cité comme les autres », dit aussi Myriam.

La première Intifada a bouleversé ce fragile équilibre. « Ça a été le tournant, affirme Nelly. On a commencé à tout mélanger et à faire l'amalgame. » « Nous sommes passés de la détestation d'Israël à la détestation du Juif », ajoute Jean-Pierre Nizet, un ancien

pasteur. Nourredine, un jeune commercial, a cette phrase terrible : « Racistes et antisémites dans les quartiers ? C'est la France qui leur a appris à l'être. Même s'ils ne pensent pas en faire partie, ils sont à l'image du pays. »

Le 1^{er} novembre 2012, après la tragédie de l'école, le Premier ministre Benjamin Netanyahu appelle les Français juifs à rejoindre Israël. Franck Touboul, responsable du Crif, ne l'a pas digéré. « Je ne peux pas l'accepter. Nous sommes des citoyens français. En disant cela, il alimente la fameuse accusation de double allégeance. » Nelly vient d'une famille de gauche et laïque. Elle peste : « Je suis française ! Pourquoi m'assimiler à la politique israélienne ? Ce qui s'y passe ne me regarde pas. »

Pour Touboul, la question aujourd'hui n'est plus de savoir s'il y aura un prochain drame à Toulouse, mais « combien de temps encore [nous] pourrions (...) s'échapper ». Dans les familles juives, on ne se demande pas si la sortie scolaire s'est bien passée, mais si la vitre de la classe est blindée. Le pasteur Nizet l'affirme : « La communauté juive de Toulouse se réduit comme peau de chagrin. » Un autre évoque « une naine blanche », cette étoile qui brille une dernière fois avant de s'éteindre. Quelque 10 000 Juifs ont quitté la ville depuis les années 90, près de la moitié de la communauté. Les jeunes ont échangé la kippa contre une casquette moins voyante. La mezouza a quitté le chambranle. Ici, nous dit ce film grave, l'heure est au judaïsme clandestin. Ses témoins affirment qu'ils sont sans espoir, dans un pays qui l'ignore ou refuse de l'admettre.

Sorj Chalandon

● Chronique d'un antisémitisme d'aujourd'hui : le 28/1 à 23 h 50 sur France 2. En début de soirée, « Antisémitismes », d'Ilan Ziv, ou « Comment la haine de l'autre a traversé les siècles ».

A travers la Presse déchainée

Elles ont de la bouteille
Dans « Lyon Mag » (12/1), à propos de la victoire de Lyon (équipe féminine) sur Marseille (9/1) :

« [Les quatre joueuses] sont les buveuses du jour côté lyonnais. »

Des buteuses qui avaient la balle en pente !

Où l'écolo gît !
Dans « Le Journal de la Haute-Marne » (17/1) :
« Les participants ont ensuite conclu la soirée d'un goûter et d'un vert de l'amitié. »

Sur l'album de la Comtesse

DES COGNES FLENT

LU : « Quelle émotion après une pareille correction ! » Des flics qui battent sans pitié, fientent et veulent tout se permettre, traquent en riant, planquent, acculent et louchent avant de taper des grognons qui s'enfuient. Une insoumise pèle dès qu'elle prend des baffes et se retrouve fêlée après une laborieuse libération.

● **LECTEURS** : « Des édiles craignent les potins. » – « Ce cafetier n'est pas à court de jus. » – « Il y a un bouffon dans votre Riom. » – « L'astronome cherche des faits cosmiques ! » – « Trop de temps nuit aux durs luttés. » – « Bar décoté. » – « Tarentino, qui aime le Pernod, a des Oscars. » – « Évitez les prunes délavées. »

● **LU** : « Boycotts au bac avec plein d'éclats. » – « Pénos hors normes. » Pas trop logique dans la Coupe ! – « Ils sont dégradés, les gars de ce Bisc. » C'était pourtant les meilleures pages du « Michelin » qu'on procurait aux gîtes de Colombes. – « Des feux accolés empêchent le tennis d'être un produit. » Tennis prétendu ?

Un petit verre contre le réchauffement climatique ?

Bande de sacs de nœuds
Dans « 20 Minutes » (17/1) :
« Rennes : le prix de l'immobilier s'envole, les politiques doivent s'emmêler. »

Ils doivent s'en mêler : il s'agit d'une expérience pelote.

Quelle trempe !
Dans « L'Est républicain » (9/1) :

« En signe de joie et d'amitié, la famille M. a offert le bain béni à chaque personne présente à l'eucharistie. »

Ce pain béni, c'était coule !

Rue des Petites Perles

Piqué dans « actu.fr » (17/1) :

« Il a pu être rapidement rattrapé et ramené au commissariat central, sous bonne escorte. Avec cette découverte après une fouille : il dissimulait un téléphone portable dans ses parties génitales. »

Allô ? Devine d'où je t'appelle...

Pan sur le bec !

A propos de Ségolène Royal, « Le Canard » (15/1) a écrit : « Faute d'avoir manqué au devoir de réserve... » Deux négations valant affirmation, la phrase signifie littéralement que Ségolène a respecté ledit devoir. Il aurait fallu écrire : « Faute d'avoir respecté le devoir de réserve... » En payant sa tournée au bar du coin, le coupable prouvera qu'il n'est pas manchot.

Prises de Bec

Benoît XVI-François

Saints-Pères de claques

Dans un livre qui fait désordre, l'ancien pape cherche quelques noises au nouveau sur le célibat des prêtres.

DEPUIS le départ, en 2013, du pape devenu « émérite », Benoît XVI, tout avait été calculé, pesé. Le nouveau pape, François, était ravi, positivement ra-vi, que son prédécesseur, en robe blanche comme lui, vivant au Vatican comme lui, exerçant un magistère moral comme lui, se faisant appeler « Sa Sainteté » comme lui, se tienne... non loin de lui. On avait convoqué la presse pour expliquer à quel point la situation était idyllique : « Les deux hommes s'écrivent et se téléphonent », en voila une rudement belle histoire, et François y était allé de son petit couplet : « Je l'aime beaucoup, je l'ai toujours aimé. Aujourd'hui, c'est comme avoir un grand-père à la maison, un sage grand-père (...). Si j'ai une difficulté, je l'appelle. » Sauf que le vieux s'est montré plus remuant que prévu.

Dernier épisode : la publication, il y a une semaine, par Fayard, d'un ouvrage favorable au célibat sacerdotal, cosigné par l'ancien pape Benoît XVI et le cardinal Sarah, l'un de ses proches. Le livre paraît alors que le pape François est en pleine réflexion sur la possibilité d'ordonner des hommes mariés, à la suite de la tenue

d'un synode ayant voté une motion en ce sens. Le livre a beau être tenu en haute estime par nombre de vaticanistes, qui en soulignent la « tenue intellectuelle et spirituelle », il a tout d'un brûlot. D'abord en raison du moment choisi pour sa publication, ensuite parce qu'il est cosigné, non par Joseph Ratzinger, mais par Benoît XVI, ce qui ne lui donne pas le même poids.

Petites attentions

Dans la panique, le Vatican fait fuiter des éléments de langage : le pape émérite, affaibli, ne serait pas le coauteur du livre, il n'aurait écrit qu'un petit texte, sans savoir qu'il serait utilisé pour faire un livre. On susurre que Benoît XVI aurait été « abusé » par un entourage indélicat. Bref, papy perd la boule. Droit dans ses bottes, le dynamiteur a fait savoir, par la voix de son secrétaire particulier, qu'il savait que son texte, d'excellente facture, paraît-il, serait inclus dans un livre, dont il avait relu les épreuves ! L'entourage de Benoît XVI démine habilement et parle d'une simple « contribution au débat ».



Le Théâtre

Le reste vous le connaissez par le cinéma

(Crimp et châtiment)

ELLES MONTENT sur les planches pour la première fois, donnent la réplique à des pointures, posent des questions déroutantes, sont naturelles, ont quelque chose d'enfantin, s'ennuient, ricanent, soufflent des débuts de texte aux protagonistes, se tiennent à leurs côtés durant 2 h 15, leur fournissent des armes. Elles ? Huit jeunes filles, en jean, survêt, baskets, talons hauts, etc., formant le chœur d'une tragédie grecque revue et corrigée. Le metteur en scène Daniel Jeanneaux les a recrutées aux alentours du T2G de Gennevilliers, dont il est le directeur. Un brin démagog ? Non. Cette trouvaille amplifie puissamment la portée politique des « Phéniciennes », d'Euripide, ici réécrites par Martin Crimp.

Chez l'auteur grec, les chœurs sont des étrangères. Chez Crimp, des jeunes filles à la fois chœur et sphinx, au langage parfois trivial mais aussi énigmatique : « Si Anna a deux poneys de plus que Miriam et que Bobby le chat de Miriam a sept chatons, alors, tuer, ça fait quoi ? »

Emmenées par la jeune Elsa Guedj, épatante dans le rôle du coryphée, les Filles tiennent du néant les Labdacides. Surgissent ainsi au milieu

d'une salle de classe à l'abandon, avec tables et chaises renversées : Jocaste (Dominique Raymond, magistrale), Antigone, Créon, Édipe, Tirésias (Axel Boguosslavsky, chamane à la présence incroyable), etc. La malédiction familiale inaugurée par la double transgression de l'interdit de parricide et d'inceste, on la connaît.

Elle se poursuit sur scène avec la guerre entre les frères

ennemis Étéocle et Polynice, la révolte d'Antigone, les morts et suicides en série, jusqu'à cette fin si curieuse où le spectateur découvre Édipe menant une vie des plus banales. Il a envie d'une barre chocolatée et de s'acheter une brosse à dents électrique...

C'est une pièce aussi mystérieuse qu'ironique, où les héroïnes tentent d'échapper à la domination. Mise en scène

Une histoire d'amour

CE N'EST PAS tous les soirs qu'à peine les lumières éteintes la salle est debout et applaudit à tout rompre. Ce diable d'Alexis Michalik a, une fois de plus, réussi son tour de magie : une pièce écrite et mise en scène tambour battant avec ce qu'il faut de rebondissements, de bons mots, d'émotion pour que le spectateur, repu, ravi, reconnaissant, laisse éclater sa joie.

A l'occasion d'un déménagement, Katia fait la connaissance de Justine. Et la drague. La première aime les femmes, pas l'autre. Pourtant naît un amour, un amour vrai. Au point que Justine veut un

tiré au cordeau, musique omniprésente mais très discrète. Et sept comédiens (professionnels) excellents. Chacun impressionne. Les pros comme les amatrices Delphine Antenor, Marie-Fleur Behlow, Diane Boucay, Juliette Carnat, Imane El Herdmi, Chaïma El Mounadi, Clothilde Laporte, Zohra Omri (en alternance).

Mathieu Perez

● Au T2G, à Gennevilliers. Puis en tournée.

sans avoir honte de nos émotions : si tout est fait pour qu'on s'identifie aux personnages, rien de trop lourd ni manipulateur ici.

Michalik, qui décidément donne l'impression d'une facilité tous azimuts, incarne avec justesse le frère qui pique. Le rôle de Jeanne, l'ado, est tenu en alternance par trois jeunes filles – ce soir-là, c'est la stupéfiante Violette Guillon. Cette « Histoire d'amour », qui a tout pour amener au théâtre ceux qui ne l'aiment pas, devrait cartonner au moins dix ans...

Jean-Luc Porquet

● A la Scala, à Paris.





La CGT s'explique
sur les coupures
de courant :
"Après 46 jours de
grève, c'est normal..."

Le Canard enchaîné

... qu'on manque
de jus !"



Directeur : Nicolas BRIMO.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteurs en chef : Erik EMPTAZ, Jean-François JULLIARD.



TOUTES les grèves ne sont pas spectaculaires, et les Français ont même la conviction que seules les perturbations dans les transports sont importantes. Les habitants de la Corse et des DOM, eux, constatent que le quasi-blocage des sept principaux ports français est déjà visible dans les rayons produits frais de leurs supermarchés. Et, en métropole, explique « Le Figaro » (18/1), « les transporteurs (routiers) appellent au déblocage des ports », car leurs entreprises n'ont plus grand-chose à charger.

Autre conflit quelque peu oublié : depuis trois mois, les personnels hospitaliers pratiquent la « grève du codage ». Elle « donne des sueurs froides aux Hôpitaux de Paris », affirment « Les Echos » (16/1), car la facturation des actes représente 60 % de leurs recettes.

Moralité : une grève des trains peut en cacher une autre... et même plusieurs !

EN MÊME TEMPS



MÊME la Grande Muette fait entendre sa voix, dans le conflit des retraites. Selon « Le Parisien » (19/1), le Conseil supérieur de la fonction militaire, un machin tout à fait officiel, a rendu la semaine dernière un avis défavorable sur le projet de loi que lui avait transmis le gouvernement. « La réforme des retraites passe très mal (...) auprès des forces armées, qui conservent (pourant) une partie de leurs anciennes règles », écrit le journal.

Mais ce n'est pas encore la crosse en l'air, et le gouvernement peut très bien s'asseoir sur l'avis des troupes.

LE « nouveau record pour les créations d'entreprise en 2019 », salué par « Les Echos » (16/1), a mis un peu de baume au cœur au gouvernement : 815 000 sociétés créées, soit 18 % de plus que l'année précédente.

Petit bémol au cocorico : 596 000 de ces nouvelles boîtes sont des entreprises individuelles, parmi lesquelles 386 000 « autoentrepreneurs », dont « Les Echos » disent qu'ils ont « un statut [qui] est une porte pour entrer sur le marché du travail, faite de mieux ». Revenu moyen : « 470 euros par mois ». Et, « trois ans après leur création, seul un gros tiers des micro-entreprises sont encore actives ».

En clair, de l'emploi très précaire.

ENCORE une statistique, tirée, cette fois, d'une proposition de loi discutée au Sénat la semaine dernière. « Des élus, écrit « Le Parisien » (16/1), proposent d'inscrire sur les cartes d'identité des enfants le lieu de résidence des parents plutôt que la ville de l'accouchement », car, en raison des fermetures de maternités, « 99,6 % des naissances ont lieu dans moins de 500 communes ».

500 maternités pour 550 000 km², c'est ça, le désert médical français.

NOUVELLE ARME CONTRE LES CRS :
LE CRACHAT DANS LA BOUCHE



Des poulets vraiment racés

INTRIGUÉ à la vue de son nom sur le téléphone d'un collègue, un jeune flic de Rouen a demandé à en voir plus. Horreur, il est tombé, comme le révèle « Paris-Normandie » (17/1), sur la liste de discussion très fraîche d'une douzaine de collègues : « Vivement (...) que je vois plus sa gueule de nègre là qui fout rien », « Donc c'est véridique, les Blancs font un travail de meilleure qualité que les Noirs », « En même temps, c'est pas difficile de faire mieux qu'un nègre ».

Et ça tombait sur tout le monde : gardés à vue, prévenus, magistrats, à coups de « putain de gros nègre », « gros bougnoule », « pute à nègre », « C'est vraiment des gros fils de pute de juifs qui font venir du nègre et du bougnoule ».

Muté à sa demande, le jeune policier a déposé une plainte le

23 décembre, tandis que les aimables racistes qui travaillaient près de lui ont été convoqués par leur hiérarchie. Certains ont invoqué l'« humour ». A pisser de rire, c'est sûr !

« Dans ce dossier, nous avons affaire à des individus "bas de plafond", indiscutablement racistes, qui n'ont pas leur place chez nous, a confié à « Paris-Normandie » un chef policier, furieux. C'est déjà compliqué, en ce moment. Nous sommes accusés à tort de tous les maux, de violences... Avec ce type d'abus, cela ne va pas arranger les choses. L'injustifiable ne peut être justifié ».

Chargée de l'enquête, la redoutable et si efficace Inspection générale de la police nationale se montrera-t-elle aussi féroce qu'envers les flics frappeurs de manifestants ?

J. C.

Samba avec Hitler

IL FAUT LE VOIR pour le croire ! Ce serait à se tordre de rire si c'était un sketch de Canteloup, mais c'est la très sérieuse vidéo postée par Roberto Alvim sur Internet (16/1). Face à la caméra, le metteur en scène brésilien, devenu secrétaire d'Etat à la Culture de Bolsonaro, apparaît métamorphosé en costard gris-cravate noire, les cheveux plaqués, le regard sombre, une croix patriarcale posée sur son bureau, sous le portrait de son maître. Dans un portugais certes encore chantonnant, il cause comme Goebbels, pose comme Goebbels et sourit autant que Goebbels, sur une musique de fond familière signée Wagner...

On se pince pour ne pas se bidonner quand ce sous-ministre se met tout simplement à paraphraser un discours prononcé en 1933 par le chef de la propagande d'Hitler, annonçant que l'art brésilien de la « prochaine décennie sera héroïque et national (...) ou il ne sera pas ».

Assez vite démasqué, le Goebbels de Copacabana, aussi crédible que ses idoles à Nuremberg, a d'abord nié en bloc et juré qu'il s'agissait d'« une coïncidence rhétorique ».

Mais, comme il ne lui manquait

plus que le brassard à croix gammée, il a fini par déclarer : « Au vu du malaise causé par ce lamentable épisode, j'ai présenté immédiatement ma démission au président Jair Bolsonaro, dans le but de le protéger. » Lequel l'a acceptée en regrettant des « propos malheureux ». C'est trop dire.

Dans ce Brésil passé un peu vite de la samba à Wagner, un spécialiste de l'extrême droite, Murilo Cleto, a résumé la situation sur Twitter (« Libé », 20/1) : « Dorénavant, le gouvernement brésilien ne fera plus référence qu'à Duterte, Trump, Salvini ou Pinochet. Le nazisme, plus jamais ! »

Le carnaval ne fait que commencer !

Ça coule de bonne source

RELANCER la chasse au cabinet noir ? Traquer les sources du « Canard » dans l'affaire Fillon, comme l'ont fait tous les agités du bocal complottiste pendant la campagne présidentielle ? Alors, là, pas question ! Dans un bouquin au titre guerrier, « Apocalypse Now - Les Années Fillon », qui re-touille les vieux pots de l'af-

faire à un mois du procès de Fifi, les plumes d'élite du « Monde » Gérard Davet et Fabrice Lhomme nous offrent une magistrale leçon de journalisme.

« Il est des lieux communs qu'il est bon, parfois, de répéter : le secret des sources des journalistes est sacré », écrivent gravement nos gardiens du temple éthique. Pas question de l'écorner : « Porter atteinte [au secret des sources] est inacceptable. C'est encore plus choquant lorsque ces attaques viennent des rangs des médias eux-mêmes. » Bien dit !

Moyennant quoi nos modèles d'intransigeance embrainaient aussi sec... sur une longue traque des sources du Palmipède ! Qui a balancé la bombinette, tapi dans l'ombre du cabinet noir ? Sarko, Rachida Dati, la questure de l'Assemblée, les services fiscaux de Bercy, les rumeurs de comptoir, les si ça se trouve et p'têt ben que oui... Tout y (re)passa ! Huit chapitres et 34 pages - c'est tout ? - consacrés au grand jeu du « qui-qui », après avoir juré que, « non-non », pas de ça chez eux ! Et pas le moindre coup de fil au « Canard » pour connaître le cheminement de notre enquête. Quel talent !

Nos fins limiers n'ont trouvé que pouic, évidemment, mais ils ont du flair : « Nous, on le sait, depuis le temps qu'on enquête et qu'on sort des affaires : les affaires ne viennent jamais par hasard, a expliqué Gérard Davet sur France Inter (20/1). Elles sont toujours instrumentalisées, intéressées, et les journalistes sont souvent des vecteurs. » Parce que, ça va bien, hein, si les journalistes enquêtaient et trouvaient des infos sans qu'une main invisible les guide, ça se saurait !

De quoi souffler l'intervieweuse Sonia Devillers, qui les recevait : « C'est extrêmement intéressant, ce que vous dites, car c'est souvent ce qu'on entend [chez] les détracteurs du journalisme. Ils ne reconnaissent jamais le travail des journalistes, ils disent : "C'est arrivé ficelé sur leur bureau, c'est un complot et un coup bas de mes ennemis." Donc, on ne reconnaît jamais le travail des journalistes. »

Et, comme diraient nos duettistes, « c'est encore plus choquant » quand ça vient « des rangs des médias eux-mêmes » !

Isabelle Barré

Hidalgo en vert et contre tous

A PARIS COMME AILLEURS, les candidats aux municipales ont été frappés par le rayon vert. Et la surenchère est de mise, dans les programmes, pour rendre les adversaires verts de jalousie.

Cédric Villani, le dissident d'En marche !, rêve de devenir le « premier maire écologiste de Paris ». Benjamin Grivaux, son rival macroniste, entend être maire pour en faire le moins possible, ce qui est une grosse économie d'énergie. « Un grand maire de Paris doit d'abord savoir déléguer du pouvoir pour mieux l'exercer », dit-il. Est-ce pour ça qu'il perd du terrain (15 %) dans le dernier sondage Ifop, loin derrière la maire sortante, qui fait la course en tête (25 %), et Rachida Dati, qui la suit (19 %), les deux réactivant un clivage gauche-droite pas très vert ?

Après avoir congestionné le centre de la capitale en retirant l'auto des bords de Seine, Anne Hidalgo verdit comme la Traviata depuis son entrée en campagne. Elle souhaite bouter le moteur à explosion hors des quatre premiers arrondissements, elle ambitionne des cantines bio à 100 % et elle veut deux grands potagers dans les bois de Vincennes et de Boulogne. Les

prostitués des deux bois ne seront plus les seuls à faire le poireau.

Hidalgo propose encore une ville « 100 % vélo ». Les places de stationnement vont diminuer, remplacées par de grandes « forêts urbaines ». Transformer Paris en stade vélodrome : c'est à Marseille qu'ils vont être contents !

Elle promet aussi de rendre les transports gratuits pour les moins de 18 ans, de doubler le budget propreté et de consacrer 20 milliards d'euros au logement des classes moyennes. Et rien pour loger les pauvres ? Le tout sans augmenter les impôts. Elle prend les électeurs pour des bleus ? Pendant son dernier mandat, les impôts n'ont pas augmenté, comme elle l'avait promis, mais la dette a été multipliée par 6. Question : c'est écolo, une dette ?

« Tout le monde est devenu écologiste. L'écologie, c'est de la merde », se plaint Marcel Campion, en fond de classement. « Le Roi des forains » aurait pourtant une bonne raison de verdir : il pourrait installer ses grandes roues dans tout Paris en les faisant passer pour des éoliennes ; ainsi, il n'aurait pas fini de brasser du vent.

J.-M. Th.

Les avocats en bavent

DE MARSEILLE à Paris, de Limoges à Nanterre, partout, dans tous les tribunaux, les avocats, unanimes, ont reconduit, le 20 janvier, leur grève, qui dure depuis trois semaines. Un tel mouvement, on n'en avait jamais vu ! Ici, plaçant des heures, ils bloquent la justice. Ailleurs - et c'est moins beau à voir -, ils désertent carrément la défense des libertés.

La réforme de leur retraite, ils n'en veulent absolument pas. Sur tout après avoir lu l'audit commandé à Ernst & Young par le Conseil national des barreaux (CNB), qui contredit les chiffres très apaisants présentés par la Chancellerie.

En fait, les cotisations vont doubler, passant, pour les plus modestes, de 14 à 28 %. Mieux encore, « pour les avocats dont

le revenu net en début de carrière serait inférieur à 32 000 euros, la pension du régime universel serait moins importante ! » analyse le cabinet Ernst & Young. « Or 40 % des avocats gagnent moins de 32 000 euros par an, mais le gouvernement est parti de l'hypothèse fautive d'un avocat en début de carrière à 42 000 euros... » observe Béatrice Voss, au CNB.

Pour calmer la colère, la ministre de la Justice a, dans une lettre, assuré aux robes noires qu'elles continueraient de gérer leur caisse de retraite, jusqu'ici indépendante et florissante. « Ce ne sera plus qu'une coquille vide noyée dans le système universel et, en plus, payée avec nos cotisations ! Ils nous prennent pour des

idiots ! » s'enflamme-t-on au CNB.

Edouard Philippe recevra donc bientôt la profession, qui, se sentant « trahie », ne veut plus entendre parler de Belloubet. En attendant, la grève bat son plein, et les robes noires continuent de voleter dans tous les palais de justice, lancées par leurs propriétaires. Et, renvoyées par centaines, les audiences viendront engorger plus encore les tribunaux, qui étouffent déjà sous le manque de magistrats, de greffiers et même de matériel...

D. S.

Une ministre à la mode

QUELLE consécration ! Une pleine page du « New York Times » (20/1) pour la ministre Brune Poirson. Où l'on apprend qu'en fait elle n'est pas du tout secrétaire d'Etat à la Transition écologique mais, « de facto, ministre de la mode ».

Pour ça, elle a pris tous les risques : « Quand vous êtes une jeune femme au gouvernement, ou dans la vie en général, et que vous décidez de vous attaquer à un sujet comme la mode, tout le monde vous tombe dessus, c'est la fin de votre réputation. Si j'avais été une vraie politicienne, je me serais intéressée à l'énergie nucléaire, mais je pense qu'il y a plus à faire dans le domaine de la mode », explique-t-elle.

C'est vrai qu'un ministre de l'Ecologie qui s'occupe de nucléaire, c'est d'un banal. Alors que, la mode, Brune adore : « J'essaie d'être super simple parce que c'est ce que je suis (...). J'essaie de porter exclusivement des matières non synthétiques, pour éviter tous les microplastiques. »

Vive le cachemire !

L'année Canard 2019

L'AN PASSÉ, les gilets jaunes avaient envahi tous les ronds-points de l'Hexagone, et Macron avait dû présenter ses excuses à ceux que sa

suffisance avait blessés. Il annonçait un monde nouveau, il avait battu en retraite avant de promettre un virage social. Le voilà rattrapé par le social, avec une réforme des retraites qui a paralysé les transports pendant des semaines.

Macron n'en a pas fini avec l'ancien monde. La preuve : pour sauver Notre-Dame, il a dépeché un général à son chevet. Et, en même temps, le sabre et le goupillon. Un grand millésime que ce Bêtisier 2019.

• « L'année Canard 2019 », 100 p., 6 €.



MACABRE décompte dans « Le Journal du dimanche » (19/1) : « 20 morts en trente ans », victimes du « placage ventral », ou « dé-cubitus », cette technique d'immobilisation d'un suspect par les flics pour lui passer les menottes dans le dos en s'asseyant sur lui (« Le Canard », 15/1). Le dernier décès étant celui de Cédric Chouviat, en plein Paris, il y a quinze jours.

Et, en trente ans, aucun gouvernement n'a eu l'idée d'interdire cette pratique meurtrière ?

COUPURE D'ÉLECTRICITÉ CHEZ BERGER...

LE COURANT NE PASSE PLUS AVEC LA CFDT !



LES CHINOIS n'ont plus le moral : non seulement Trump leur a imposé une trêve dans la guerre des tarifs douaniers qu'il avait déclenchée, mais en plus leur croissance économique est en berne, et voilà que « la natalité [est] au plus bas en Chine, malgré la fin de l'enfant unique », écrit « Le Monde » (19/1). Pensez donc, selon les démographes locaux, les Chinois ne sont actuellement que « 1,279 milliard, au lieu du 1,4 milliard annoncé » dans la planification à la sauce pékinoise.

Tout fout le camp !

DANS sa grande bonté, annonce « Le Monde » (16/1), « la Commission [européenne] propose d'allouer 100 milliards d'euros aux économies les plus dépendantes du charbon », pour que les pays bénéficiaires de cette aide se décident enfin à engraisser un peu moins l'air ambiant.

Les règles de partage du pactole ne sont pas encore bien claires. Mais, sans attendre, Merkel a fait adopter pour l'Allemagne le principe d'une indemnité de 4,3 milliards d'euros pour les propriétaires privés des mines de charbon, qui représentent 28 % de la production d'électricité du pays, contre 2 % en France, où les cinq dernières centrales brûlant du charbon vont fermer d'ici à 2026, promis-juré.

Combien Bruxelles va-t-il nous donner pour cette bonne œuvre ?

Jérôme Canard

